

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 1
MARS 2003
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



**La sécurité par
le développement**
Vaincre la peur en
réduisant la pauvreté

**Pakistan : peu de chance pour la
pluralité et le chaos d'une démocratie**

**Kosovo : reportage dans la ville
divisée de Mitrovica**

DOSSIER



LA SÉCURITÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT

Faim, maladie, misère... la menace au quotidien

Pour vivre en sécurité, on n'a pas besoin de plus d'armée et de police, mais d'une intensification de la coopération au développement. La DDC exige de la Suisse une position progressiste sur les questions de sécurité.

6

Les lendemains du miracle sud-africain

L'Afrique du Sud a réussi à passer du régime d'apartheid à une démocratie multiraciale sans sombrer dans la guerre civile que l'on redoutait

12

Plaidoyer pour un État fort

Entretien avec Erhard Eppler, ancien ministre allemand de la coopération économique

14

Le dzongkha compatible avec Internet

Avec l'aide de la Suisse, la langue officielle du Bhoutan est intégrée au système d'exploitation Windows

24

FORUM



À qui appartient les maisons de Mitrovica?

Le processus de réconciliation au Kosovo ne progresse que lentement. Reportage dans une ville divisée.

26

Une langue teintée de honte coloniale

La journaliste indienne Shoma Chaudhury évoque le processus de déracinement engendré par l'usage de l'anglais

29

HORIZONS



PAKISTAN

L'ombre obsédante de l'armée

Dans ce pays qui souffre d'une instabilité politique chronique, les structures sclérosées font l'objet de vives attaques depuis quelque temps. Et celles-ci viennent surtout des femmes.

16

La révolution verte a tourné au cauchemar

Hashim Abro, d'Islamabad, dénonce les déchets toxiques qui menacent la population pakistanaise

20

DDC

Quand tout le monde tire à la même corde

Le directeur de la DDC Walter Fust souligne la nécessité d'harmoniser la coopération

21

Bratislava, carrefour de la sûreté nucléaire

La DDC appuie un centre de compétence pour la sécurité des installations nucléaires en Europe de l'Est

22

CULTURE



Films pour l'Afghanistan

Après des années de guerre et l'interdiction totale d'images sous les talibans, des producteurs et des réalisateurs afghans tentent de recréer la culture cinématographique et télévisuelle

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la conditionnalité politique?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Demain je vais chez le médecin...

...j'emmène ma fille à sa leçon de violon et puis je vais la rechercher. Il faut aussi que j'achète du pain, du fromage et de la charcuterie pour le souper, car ma femme suit tous les mardis soirs un cours de formation continue. Pour nous autres Suisses, manger, se cultiver, recevoir des soins, apprendre sont des activités qui vont de soi. Ce n'est pas le cas partout, loin de là. Le concept de sécurité humaine occupe une place toujours plus grande dans le débat international sur le développement. Il implique bien davantage que la garantie d'une vie quotidienne paisible, protégée par une police omniprésente et une armée bien équipée. La sécurité humaine fait aussi référence aux besoins vitaux, qui doivent être satisfaits pour qu'un individu ou une société puisse s'épanouir.

Une enquête représentative montre que les Suisses se sentent en sécurité. Même si certains politiciens veulent faire croire le contraire à la population. Actuellement, ce sont surtout les jeunes demandeurs d'asile venus d'Afrique occidentale que l'on accuse de menacer la sécurité de nos femmes et de nos filles. Dans mon enfance, c'étaient les Italiens. Plus tard, on a montré du doigt les Yougoslaves, puis les Tamouls, les Albanais du Kosovo, et maintenant les Africains. L'étranger fait peur, il est la cible idéale pour toutes sortes de projections. Quelques requérants d'asile, peu importe d'où il viennent, posent indéniablement des problèmes. Des hommes jeunes, surtout, entreprennent ce voyage vers le Nord où l'on est

censé trouver travail, argent, soins et formation, où la sécurité humaine est garantie. Arrivés ici, ils sont pour la plupart condamnés au désœuvrement, situation qui les porte à se procurer de l'argent par des moyens illicites. Quand certains milieux politiques demandent que l'on punisse d'un arrêt de la coopération au développement les États qui ne reprennent pas leurs ressortissants indésirables en Suisse, ils mettent «la charrue devant les bœufs», comme le soulignait récemment Walter Fust, directeur de la DDC. Et il expliquait: « Si tant est qu'il soit possible d'endiguer les migrations, ce ne pourra être qu'à travers la coopération internationale. »

«La sécurité par le développement» est le thème de l'année 2003 pour la DDC. C'est aussi celui de notre dossier, qui commence à la page 6. La culture fait partie intégrante du développement, comme le montrent les cinémas itinérants qui ont commencé à parcourir les villages de l'Afghanistan peu après la chute du régime taliban. Lisez quelles ont été les réactions suscitées par la projection de ces images animées (à partir de la page 30). Et programmez votre emploi du temps pour demain en songeant à tous ceux qui ne peuvent pas faire de tels plans, car ils n'ont aucun accès à des prestations tout à fait habituelles pour nous.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

La malaria révèle ses codes

(bf) Une équipe de 150 chercheurs ont réussi à décrypter le génome du parasite de la malaria (*plasmodium falciparum*) et celui du moustique qui le transmet (anophèle). Les scientifiques espèrent que ces données pourront servir de base à l'élaboration de nouveaux médicaments, d'insecticides et de vaccins. La malaria est la maladie tropicale la plus dévastatrice. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé, elle tue chaque année un million de personnes, dont environ 900 000 en Afrique subsaharienne. Près des trois quarts des victimes sont des enfants de moins de cinq ans. Quelque 400 millions de personnes sont infectées chaque année. Jusqu'ici, les médecins étaient presque impuissants face à la maladie. Mais cela pourrait changer. La prochaine étape des recherches consiste à trouver des points faibles dans le génome décodé.

Assurance pour Indiennes pauvres

(bf) En Inde, des millions de femmes travaillent dans le secteur informel de l'économie : vendeuses de légumes, portefaix ou ouvrières à la journée. Leur revenu ne dépasse guère l'équivalent d'un pourboire, mais il permet souvent à toute une famille de subsister. En cas de maladie, d'accident ou si elles perdent leur emploi, la situation de ces femmes et de leurs proches devient souvent dramatique, car elles ne bénéficient bien entendu d'aucune assurance. Dès lors, elles sont vouées à la pauvreté absolue. Cependant, une lueur d'espoir éclaire ce sombre tableau. La Self Employed Women's Association (SEWA), une assurance organisée en coopérative, propose depuis des années aux femmes pauvres des



Mariane Dorigny / REA / Ifri

assurances de base en cas d'accident, de maladie ou de décès. Présente dans six États de l'Inde (Bihar, Delhi, Gujarat, Kerala, Madhya Pradesh et Uttar Pradesh), la SEWA regroupe 420 000 membres. « Cette assurance mise sur pied par et pour les femmes pauvres ne constitue pas seulement une aide économique cruciale en période de crise. Elle encourage aussi les femmes à s'organiser et contribue à renforcer leur poids économique », déclare Mirai Chatterjee, coordinatrice des assurances sociales de la SEWA. Il y a un autre aspect positif : depuis que l'assurance existe, elle emploie nombre de femmes pour vendre ses polices.

Yourtes éclairées

(bf) Avec son projet « 100 000 yourtes solaires », le gouvernement de Mongolie s'est lancé

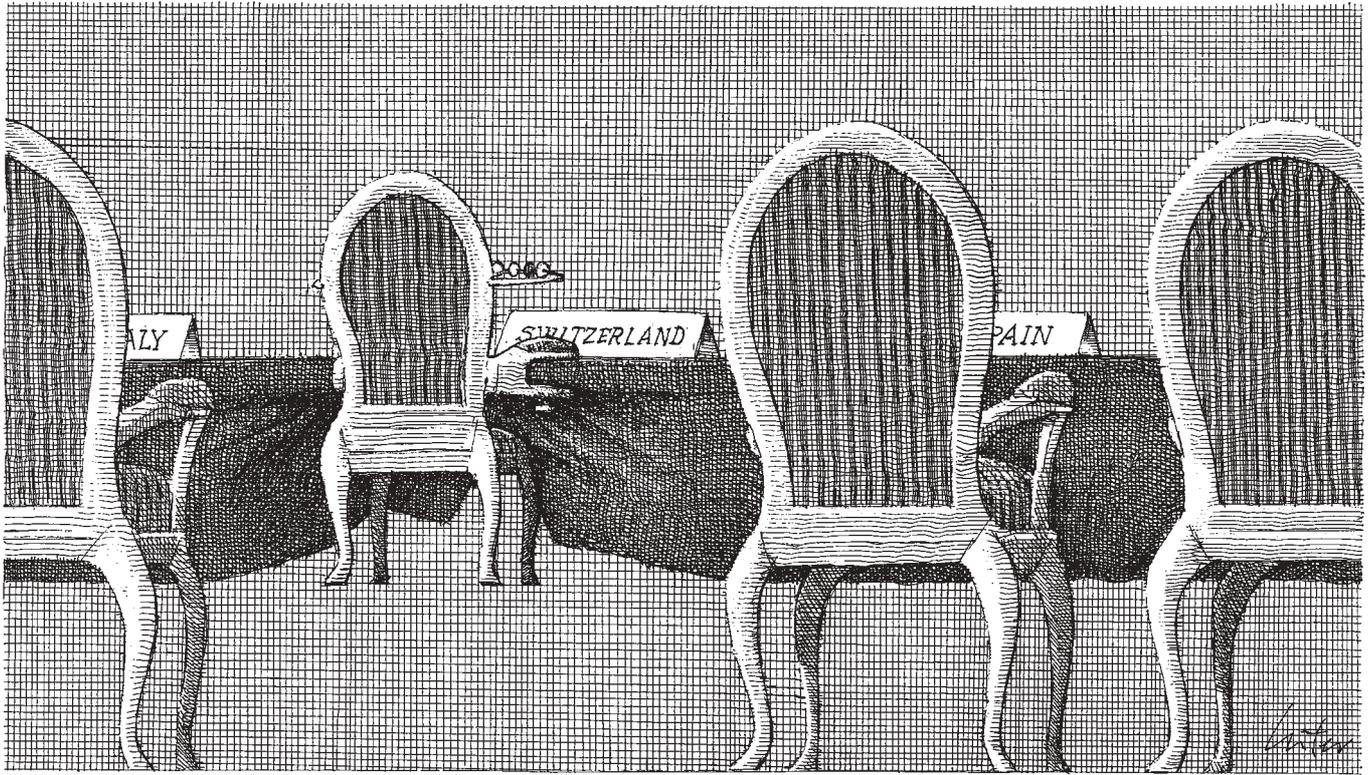
dans une entreprise ambitieuse. Il entend approvisionner en énergie solaire et éolienne les bergers nomades des steppes, des déserts et des montagnes, cela jusque dans les régions les plus reculées du pays. D'ici quelques années, les tentes des nomades – appelées « yourtes » – disposeront d'installations pour l'éclairage et l'utilisation d'appareils ménagers. Le projet prévoit de collaborer avec l'industrie pour mettre au point des équipements spécialement adaptés aux besoins de ces utilisateurs. L'année dernière, les 738 premières batteries solaires ont pu être installées. L'énergie renouvelable alimentera par ailleurs un futur système de communication sans fil. Après des débuts difficiles, le projet semble désormais sur la bonne voie, car le gouvernement mongol a mis à sa disposition un prêt qui permet aux nomades de financer leur centrale solaire.

Enfants-soldats au Burundi

(jls) Depuis le début de la guerre en 1993, environ 14 000 petits Burundais ont été recrutés par les différentes armées en présence. Avec le soutien du gouvernement, l'Unicef a lancé un programme visant à démobiliser les enfants-soldats et à les réintégrer dans la vie civile. Tant les forces gouvernementales que les groupes rebelles utilisent des enfants comme soldats, espions, agents de liaison, domestiques,



Adrien Arbib / Still Pictures



Les bilatérales

etc. En général, les mineurs s'enrôlent pour échapper à la misère ou parce qu'ils n'ont plus de famille. Mais certains sont recrutés de force, comme ce fut le cas en novembre 2001, lorsque des soldats rebelles ont kidnappé quelque 300 élèves dans deux écoles situées à l'est et au nord du Burundi. Par la suite, beaucoup ont été libérés ou se sont échappés. «Angoisse, anorexie, insomnies et cauchemars sont le lot de nombre d'entre eux», a constaté le psychologue Herman

Ndayisaba, responsable d'une association néerlandaise qui leur a fourni un soutien psychosocial.

À la reconquête des dunes

(bf) Pendant longtemps, la science a considéré le phénomène de la désertification comme irréversible. L'avancée du désert, par exemple dans la région du Sahel, détruisait les terres arables, privait les habitants de bois de chauffage et les poussait à s'exiler. Or, après avoir étudié des dunes mouvantes et



Bernard Descamp / Agence VU

des photos prises par satellite, les géographes ont été surpris de constater que, depuis une quinzaine d'années, la végétation reconquiert et revitalise le terrain naguère perdu. La couverture végétale a même «sensiblement augmenté», affirme le chercheur anglais Andrew Warren, de l'University College de Londres. En collaboration avec d'autres universités, cette institution mène depuis des années des études scientifiques sur la désertification. Dans le nord du Burkina Faso, des familles

autrefois chassées par le désert retournent à présent chez elles. Quant à savoir pourquoi le désert reverdit tout à coup, les avis divergent: si les uns parlent de pluies plus abondantes, les autres évoquent une meilleure gestion de l'eau et du sol.

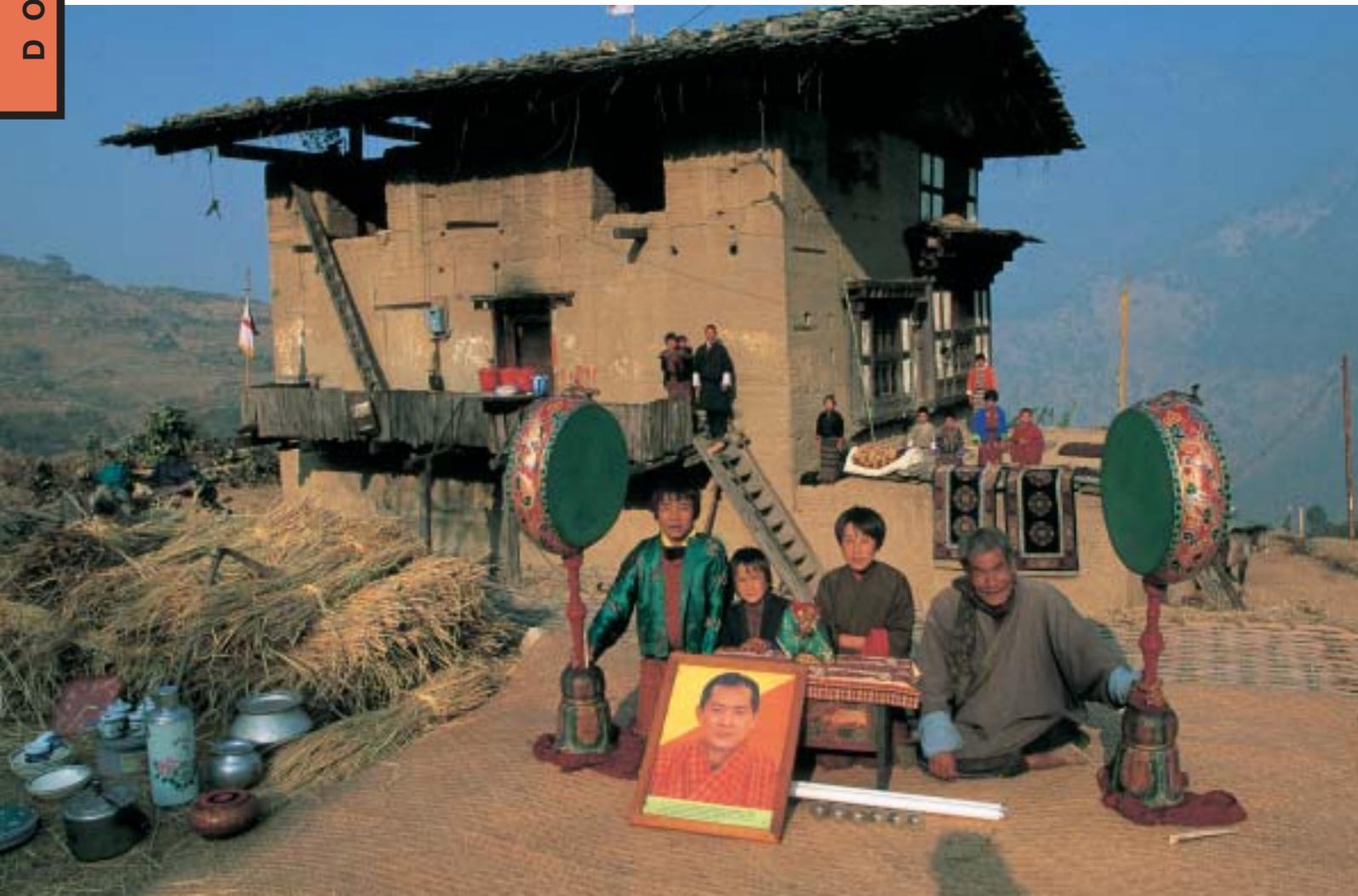


Guénaél Unturçok / Ifaif



Certains exhibent un tambour à prières, d'autres une machine à laver. Le photographe Peter Menzel a rendu visite à des familles ordinaires. Il leur a demandé d'exposer les biens qu'elles s'étaient procurés au cours des dernières années. Des acquisitions synonymes de vie quotidienne et de bien-être. Longtemps après, il est retourné voir quelques-unes de ces familles. Ses images évoquent la sécurité fragile, l'espoir, le développement mais aussi la stagnation.

Famille Namgay, Shinka (Bhoutan), 1994 (en haut) et 2001 (en bas)



Faim, maladie, misère... la menace au quotidien

La sécurité, c'est vivre à l'abri de la peur et du besoin. On n'atteindra pas cet objectif dans le monde en recourant davantage à la police et à l'armée, mais en intensifiant la coopération au développement. Telle est la conviction de la DDC, dont le thème annuel «la sécurité par le développement» témoigne d'une attitude progressiste de la Suisse dans ce domaine. De Gabriela Neuhaus.

«Créez des emplois en Afghanistan! C'est le seul moyen d'instaurer la sécurité dans notre pays.» Siddiq Barmak dirige Afghan Film, l'institut cinématographique d'État, à Kaboul. Sa réponse à une question sur la vie quotidienne en Afghanistan, une année après la capitulation des talibans, ressemble à un appel au secours. «Les hommes engagés dans des activités militaires déposeraient immédiatement les armes s'ils avaient un emploi. Ils seraient trop heureux de travailler s'ils pouvaient compter sur un bon salaire mensuel», ajoute-t-il. Siddiq Barmak soulève ainsi un problème aussi évident que brûlant: tous les moyens consacrés aujourd'hui à la mise en place d'une organisation militaire et policière efficace en Afghanistan ne serviront à rien si la plupart des habitants de ce pays dévasté par la guerre restent affamés et sans perspectives d'avenir. On ne pourra parler de sécurité, pour eux, qu'au moment où ils auront de quoi satisfaire leurs besoins vitaux – principe fondamental de la dignité humaine. Et cette sécurité est elle-même une condition indispensable au bon fonctionnement de l'État et de l'économie.

Les peurs des Suisses

Cette règle applicable à l'Afghanistan vaut aussi pour le reste du monde: la sécurité individuelle est plus grande dans une société qui offre des garanties d'équité, où l'individu a toutes les chances de couvrir ses besoins vitaux. Et cette sécurité est un facteur essentiel pour le bien-être et l'épanouissement de tout un chacun. On le voit bien dans les pays qui peuvent s'offrir non seulement un niveau de vie élevé, mais également une grande sécurité. Bien entendu, les maladies, les catastrophes natu-

relles ou le chômage sont, chez nous comme ailleurs, des sources de désarroi et de peur. Mais dans un État social comme la Suisse, où on a la possibilité de s'assurer contre (presque) tout, un filet de protection aux mailles serrées garantit une sécurité relative même dans des situations difficiles.

Le «baromètre de l'angoisse», établi chaque année par l'institut de sondage GfS à Zurich, montre bien que la plupart des Suisses ne se sentent guère menacés: 86 pour cent des personnes interrogées en 2002 ont indiqué que leur sentiment général de sécurité était assez élevé. Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont ravivé à court terme les craintes d'une guerre possible. Mais les résultats du baromètre 2002 confirment que la préoccupation prioritaire des Suisses en matière de sécurité concerne leur propre bien-être et celui de leur famille.

La peur du terrorisme s'est classée au deuxième rang de ce sondage. Elle est suivie par la criminalité, qui compromet la sécurité. La population suisse associe par ailleurs son sentiment de sécurité aux critères suivants: garantie des droits démocratiques fondamentaux, sécurité sociale, revenu, emploi, environnement, sécurité routière et sûreté publique. Les menaces militaires se placent en toute dernière position sur l'échelle des sources d'anxiété.

Affamé, on ne se sent pas en sécurité

Dans les régions où règne la misère et où des besoins vitaux – nourriture, eau potable ou soins de santé – ne sont pas satisfaits comme chez nous, les individus ressentent des peurs qui sont d'un tout autre ordre. Mais quel que soit l'endroit où



Famille Ukita, Tokyo (Japon), 1994 (ci-dessus) et 2001 (à droite)

«La pauvreté n'est pas la cause du terrorisme. Mais elle constitue la base de nombreux facteurs qui peuvent conduire à la violence et aux attaques terroristes. Réduire la pauvreté, la marginalisation et le désespoir est un but en soi. Mais c'est aussi la principale stratégie à long terme pour prévenir des crises et assurer un développement pacifique et durable.»

Extrait d'un document de travail de la DDC concernant les répercussions du 11 septembre 2001 sur la coopération au développement

l'on se trouve dans le monde et même si les réalités quotidiennes du Sud et de l'Est sont très différentes de celles que nous connaissons en Suisse, le besoin fondamental reste le même: l'être humain aspire à une sécurité qui lui permette de vivre sans avoir constamment la peur au ventre.

Dans bien des pays du Sud et de l'Est, les conditions de vie ne sont pas de nature à nourrir un sentiment de sécurité: lorsque les gens sont affamés, maltraités ou privés de tout espoir d'améliorer leur situation, ils ne se sentent pas en sécurité. Et ceux qui se trouvent dans une situation désespérée, qui n'ont plus rien à perdre ni à gagner, peuvent aussi devenir un risque pour la sécurité d'autrui. C'est pourquoi la coopération au développement joue aujourd'hui, partout dans le monde, un rôle essentiel dans les efforts entrepris pour assurer la sécurité humaine.

Cela n'a pas toujours été le cas: jusque dans les années 90, la notion de sécurité se limitait, en politique étrangère, presque exclusivement à des considérations d'ordre stratégique et militaire. On se préoccupait avant tout de protéger les États-nations contre des menaces extérieures. Il a fallu attendre la fin de la guerre froide pour que l'on s'intéresse à la sécurité du simple citoyen. L'effondrement de l'Union soviétique a fait disparaître l'ordre bipolaire du monde. Dans de nombreuses

régions, cela a entraîné une recrudescence des conflits internes et des actes de violence. Désormais, l'État n'était plus en mesure de garantir à lui seul la sécurité de ses ressortissants.

Cette nouvelle politique a reçu l'appui du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui, au début des années 90, a décidé l'emploi de la force en Irak, en Somalie et à Haïti, pour des interventions humanitaires visant à porter secours aux populations locales. Mais la sécurité des individus, ainsi portée au centre des préoccupations internationales, ne saurait être satisfaite par des moyens militaires et policiers uniquement. Elle doit être comprise dans un sens beaucoup plus global, car il s'agit du bien-être de la personne. Une telle approche inclut des facteurs essentiels, comme l'espérance de vie, la santé, l'accès à l'éducation et aux ressources. Créer de la sécurité, dans cette perspective, c'est lancer un processus qui améliore pour chacun les possibilités de choisir et de modeler son existence.

Sécurité humaine globale

Cependant, cette nouvelle conception de la sécurité ne s'est pas encore vraiment imposée de manière indiscutable. S'il est vrai qu'aujourd'hui l'on englobe souvent l'aspect sécuritaire dans les activités de coopération au développement, la plupart des pays et des institutions internationales s'en



Peter Menzies / Material World / Focus (2)

tiennent toujours à une interprétation étroite de la «sécurité humaine». Ils s'efforcent de la rétablir ou de la protéger dans des régions en crise, par des interventions visant à résoudre les conflits et à promouvoir la paix. Parmi les pays industrialisés, seul le Japon va nettement plus loin en considérant que le besoin humain de «vivre à l'abri du besoin et dans la dignité» est tout aussi important que celui d'être «protégé contre la violence».

Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, est le plus célèbre défenseur d'une politique axée sur la sécurité humaine globale. Un monde libéré de la peur, une vie à l'abri du besoin et une planète viable pour les générations futures: ce sont là trois grands axes de son rapport destiné à l'assemblée générale de septembre 2000, appelée «Sommet du Millénaire». Dans ce rapport, qui livre sa vision d'un monde pacifique, Kofi Annan établit un lien direct entre le développement durable et la sécurité humaine.

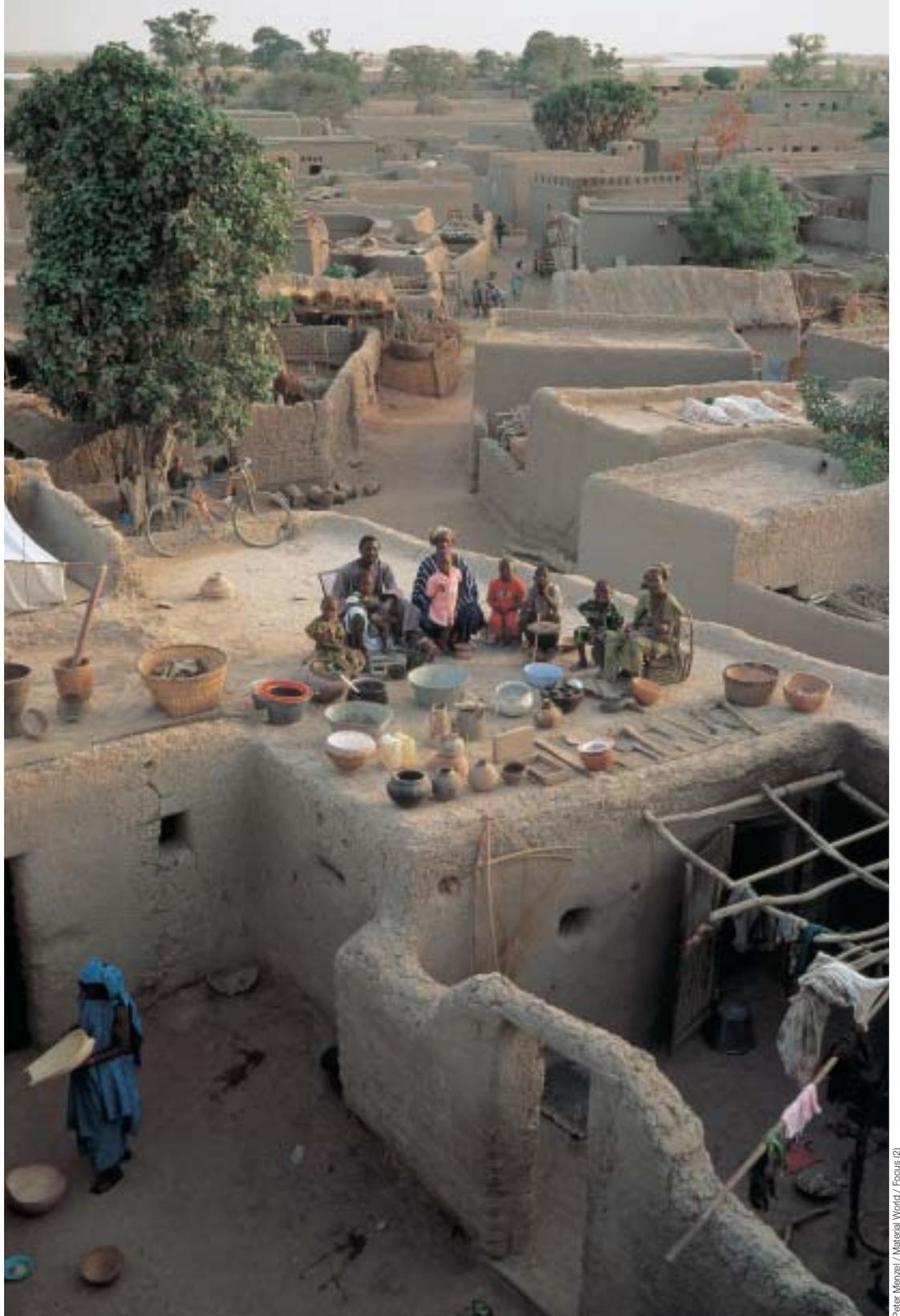
Bien que la Déclaration du Millénaire, adoptée par les 189 États membres de l'ONU, ne mentionne pas explicitement la «sécurité humaine», c'est bien dans cette direction qu'elle s'oriente. Le texte rappelle les valeurs fondamentales qui reflètent l'esprit de la Charte des Nations Unies et qui devraient sous-tendre les relations internationales du 21^e siècle: la liberté, l'équité et la solidarité, la toléran-

ce, la non-violence, le respect de la nature et le partage des responsabilités. Deux ans plus tard, le plan d'action adopté par le Sommet mondial de l'ONU sur le développement durable, à Johannesburg, fixe des objectifs analogues. Ce plan souligne en particulier que les inégalités sociales peuvent déclencher des conflits et, par là, entraver le développement durable d'une société. Il souligne à plusieurs reprises la nécessité d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres pour assurer la future sécurité globale. Jusqu'à présent, les activités de politique étrangère suisse ont été plutôt guidées par une interprétation restrictive de la notion de sécurité. Mais le Conseil fédéral s'appuie sur une conception large des menaces. Dans ses objectifs pour l'année 2002, il admet que si l'on veut combattre le terrorisme, il ne suffira pas de renforcer l'article de loi sur le blanchiment d'argent. Et son rapport établi en vue du Sommet de Johannesburg fait ce constat: «L'adoption de la notion de sécurité humaine globale a bien entendu modifié la politique de sécurité en Suisse. Les liens de la politique de sécurité avec la politique migratoire, la politique de développement et d'autres secteurs de la politique ont été de plus en plus mis en évidence.»

De son côté, la DDC consacre traditionnellement ses efforts à l'autopromotion des plus pauvres, dans l'optique d'une «sécurité humaine globale». Au

«La politique de développement est la politique de paix du 21^e siècle.»

Willy Brandt, prix Nobel de la paix et chancelier allemand de 1969 à 1974



Peter Menzel / Material World / Focus (2)

Famille Soumana Natomo, Kouakourou (Mali), 1994 (ci-dessus) et 2001 (à droite)

« Après les épouvantables attentats du 11 septembre 2001, il est devenu encore plus important de prendre en considération les questions touchant à la responsabilité, au niveau mondial, de la sécurité humaine. La sécurité des personnes commence par une solution urgente aux grands problèmes de la planète qui sont si souvent la cause de violences individuelles et aveugles. »
Cornelio Sommaruga, ancien président du CICR, 19 avril 2002

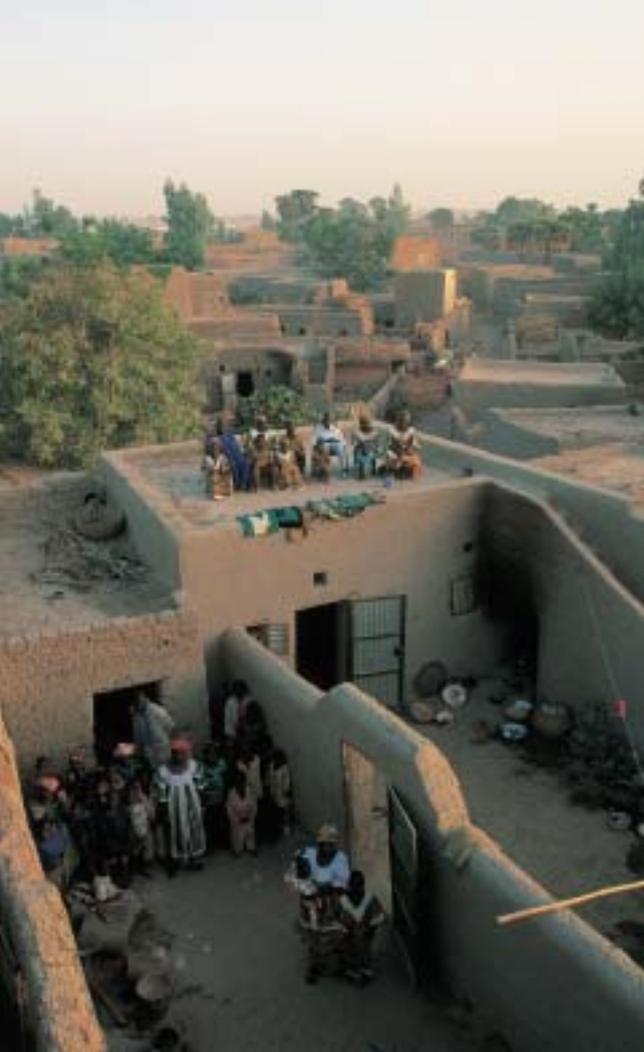
cours des dernières années, elle a continué de développer sa sphère d'activités dans des domaines comme la promotion de la paix, la prévention des conflits et l'aide à la reconstruction.

Développement plutôt que « guerre au terrorisme »

La situation politique actuelle, dominée par l'attitude des États-Unis et par la guerre proclamée contre le terrorisme, risque de repousser à l'arrière-plan le thème de la sécurité humaine basée sur un monde plus juste. En ce moment, le devant de

la scène est occupé par les partisans de l'action militaire et policière.

En choisissant la sécurité humaine globale comme thème annuel pour 2003, la DDC a délibérément voulu créer un contraste avec ce climat politique rude. Werner Thut, chef de la section Politique de développement, explique ainsi la position de la DDC: « Promouvoir une sécurité humaine globale est la réponse civile aux événements du 11 septembre. Et cette réponse confère un rôle clé à l'intensification de la coopération au développement. » Dans un monde toujours plus violent, il est impor-



tant de mettre en évidence les possibilités offertes par une politique de paix qui use de méthodes civiles, ajoute-t-il.

Werner Thut veut croire que l'approche globale de la sécurité humaine gagnera encore du terrain dans la politique étrangère suisse. À son avis, cela pourrait amener la Suisse à présenter sur la scène internationale un nouveau profil en la matière. Et d'entente avec les autres pays qui partagent son point de vue, elle pourrait faire progresser cette conception multidimensionnelle de la sécurité. Ainsi, il serait possible de créer un contrepoids à la politique de sécurité axée sur des arguments militaires, telle qu'elle prévaut actuellement dans le monde. Mais cela reste encore du domaine de la vision. ■

(De l'allemand)

Efforts internationaux

Plusieurs instances internationales se sont préoccupées ces dernières années de sécurité humaine globale. Ce sont principalement le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ainsi que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par ailleurs, deux institutions, fondées en 1999, se sont exprimées à plusieurs reprises sur des thèmes liés à la sécurité humaine :

La sécurité au sens étroit...

Le Réseau de la sécurité humaine regroupe 13 pays – dont la Suisse – qui ont décidé d'aborder ensemble des problèmes relevant de la sécurité humaine. Dans ce contexte, il s'agit de sécurité au sens étroit du terme, c'est-à-dire en premier lieu celle qui est menacée par la violence physique. Lors de leur première réunion ministérielle, les membres du réseau ont défini les thèmes suivants : mines antipersonnel, armes de petit calibre, enfants dans les conflits armés, droits de l'homme, Cour pénale internationale, prévention des conflits, crime organisé, ressources pour le développement et sida. Sur proposition de la

Suisse, la réunion ministérielle de mai 2000 s'est penchée sur les armes légères et sur le rôle des acteurs non gouvernementaux. Une autre réunion, tenue en janvier 2002, a été consacrée au sida.

Site Internet : www.humansecuritynetwork.org

...et au sens large

La Commission de la sécurité humaine, qui a été créée à l'initiative du Japon, prévoit de publier cette année encore un rapport, assorti d'un plan d'action concret, sur les principaux dangers qui menacent la sécurité humaine globale. Cette institution internationale comprend dix commissaires. Elle est présidée par Sadako Ogata, ancienne responsable du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et le professeur indien Amartya Sen, prix Nobel d'économie. Jusqu'à présent, la commission s'est occupée surtout des groupes de population dont la situation est particulièrement précaire : les victimes de conflits, les réfugiés ainsi que les personnes vivant dans la pauvreté absolue, qui sont menacées par la faim et la maladie.

Site Internet : www.humansecurity-chs.org

Les lendemains du miracle sud-africain

L'Afrique du Sud a réussi à passer du régime d'apartheid à une démocratie multiraciale sans plonger dans la guerre civile que l'on redoutait. Une transition miraculeuse qui n'aurait pas eu lieu sans le charisme de Nelson Mandela. Libérés de l'oppression raciale, les Noirs restent cependant victimes de profondes inégalités sociales et économiques. De Jane-Lise Schneeberger.

Nouvelles dimensions de la sécurité

Le « Livre blanc sur la défense », promulgué en 1996, définit ainsi la politique nationale de sécurité : « Dans la nouvelle Afrique du Sud, la sécurité n'est plus considérée comme un problème à prédominance militaire et policière. Elle a été élargie pour intégrer des questions politiques, économiques, sociales et environnementales. Un intérêt suprême pour la sécurité de la population se trouve au cœur de cette approche. La sécurité est assurée dans la situation suivante : les citoyens vivent en liberté, en paix et en sûreté ; ils participent à la gouvernance ; ils jouissent des droits fondamentaux ; ils ont accès aux ressources et aux biens de base ; ils vivent dans un environnement ne portant pas préjudice à leur santé et bien-être. Les objectifs de la politique de sécurité incluent la consolidation de la démocratie, la justice sociale, le développement économique, un environnement sûr, ainsi qu'une réduction substantielle de la criminalité et de l'instabilité politique. »

À la fin des années 80, le régime de l'apartheid se fissure. Malgré une répression accrue, il ne parvient pas à briser la révolte qui embrase les townships. Et les sanctions internationales l'isolent toujours plus. Tous les observateurs prédisent alors un terrible conflit racial. Contraint de faire des concessions, le président Frederik de Klerk annonce en 1990 la légalisation des mouvements d'opposition, le démantèlement de l'apartheid et la libération de Nelson Mandela, le leader du Congrès national africain (ANC) détenu depuis 27 ans.

Transition négociée

À la tête d'une organisation qui aspire au renversement de la domination blanche, Nelson Mandela choisit pourtant la voie du compromis politique et de la réconciliation, plutôt que la confrontation. Il accepte de négocier avec la minorité blanche l'élaboration d'une Constitution provisoire, la formation d'un gouvernement intérimaire et le transfert du pouvoir. Ces négociations, dures et souvent houleuses, dureront trois ans. Elles s'accompagnent d'un regain de violence entre l'ANC et le mouvement zoulou Inkatha, des affrontements meurtriers, mais qui resteront circonscrits au KwaZulu et aux banlieues situées à l'est de Johannesburg. À l'issue des premières élections multiraciales, en 1994, l'ANC contrôle presque deux tiers du Parlement et Nelson Mandela accède à la présidence. C'est surtout à lui que l'Afrique du Sud doit le miracle de cette transition presque pacifi-

que, estime Paul Graham, directeur de l'Institut pour la démocratie en Afrique du Sud (IDASA) : « Sous la conduite de Nelson Mandela, l'ANC s'est montré particulièrement avisé, bien disposé et il a fait preuve d'une grande maturité. En outre, un grand désir de changement existait alors en Afrique du Sud. Les nombreux acteurs de la société civile étaient prêts à appuyer le processus de transition à travers ses nombreuses et pénibles étapes. »

Réforme des institutions

De fait, la tâche était immense. L'arsenal législatif de l'apartheid démantelé, il fallait créer les bases légales et institutionnelles qui permettraient de transformer l'État. La Constitution sud-africaine, adoptée en 1996, passe pour être l'une des plus progressistes du monde. Elle contient une longue Déclaration des droits fondamentaux, qui garantit non seulement les droits politiques, mais également les droits économiques et sociaux. Toutes les autres lois du pays doivent être conformes à cette déclaration. Aux termes de la Constitution, plusieurs institutions indépendantes sont chargées de veiller au respect de la démocratie et des droits de l'homme.

De nombreux secteurs ont été réformés, à commencer par les forces de sécurité, qui furent durant 40 ans le bras armé de l'apartheid. Le concept de sécurité a été entièrement redéfini. Il englobe désormais les dimensions politique, économique,



Famille Qampie, Soweto (Afrique du Sud), 1994

sociale et environnementale. Dans son « Livre blanc sur la défense » (voir texte en marge, page 12), le gouvernement reconnaît que « les plus graves menaces à la sécurité du peuple sud-africain sont les problèmes socio-économiques et le niveau élevé de criminalité ».

Différentes mesures ont été prises pour améliorer les conditions de vie des Noirs. Mais elles ne pèsent pas très lourd face à l'immensité des problèmes hérités de l'apartheid. De graves inégalités perdurent dans des domaines tels que la santé, le logement et l'éducation. La moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Et le chômage, qui atteint 37 pour cent, alimente une violence criminelle en hausse constante. À tout cela s'ajoute l'effrayante progression du virus du sida, qui touche près de 20 pour cent de la population adulte.

Difficile mise en œuvre

Au bureau de coopération de la DDC, à Pretoria, Remy Duiven fait remarquer que la transformation ne date que de huit ans: « D'énormes changements ont été réalisés durant cette période. Sur le plan institutionnel et législatif, l'Afrique du Sud est un pays modèle. Mais elle aborde maintenant l'étape difficile de la mise en œuvre. Comment traduire ces progrès dans la vie de tous les jours? »

Dans ses activités en Afrique du Sud, la DDC

appuie pleinement le processus de transition. Elle met l'accent sur le secteur de la gouvernance, notamment la refonte du système judiciaire. Ainsi, elle participe à l'élaboration d'une procédure spéciale pour délinquants mineurs. Et un autre programme porte sur la transformation d'une profession autrefois réservée aux Blancs, celle de *sheriff* ou messenger d'une cour civile. En matière d'éducation, l'aide suisse permet d'améliorer le matériel d'enseignement et le fonctionnement général d'un groupe d'écoles dans la province du Cap oriental. Enfin, la DDC soutient un projet gouvernemental de réforme foncière dont le but est de redistribuer des terres aux populations noires qui en ont été dépossédées sous l'apartheid. Comme le souligne Remy Duiven, « l'accès à la justice, l'accès à l'éducation et le droit à la propriété sont des composantes essentielles de la sécurité humaine ». ■

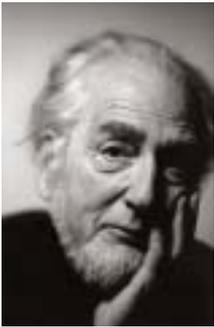
Virage économique

« Dans le domaine économique, l'ANC a complètement renoncé à ses anciens principes, d'inspiration socialiste, qui prônaient l'étatisation de l'économie et la redistribution des moyens de production. Au début des années 90, il a opté pour une économie néolibérale. Ce revirement a facilité le processus de transition, du fait que l'ANC est ainsi devenu un interlocuteur acceptable pour le pouvoir financier sud-africain. De plus, il a permis au nouveau gouvernement d'avoir accès aux crédits internationaux. Le problème, c'est que le néolibéralisme n'a pas favorisé la redistribution des richesses, si ce n'est pour une minorité de Noirs qui ont aujourd'hui accès à une classe sociale supérieure. La grande majorité de la population noire continue de vivre dans la pauvreté. »

Patrick Harries, professeur extraordinaire d'histoire africaine à l'Université de Bâle

Plaidoyer pour un État fort

La protection contre la violence et la criminalité est indispensable au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Sans un sentiment de sécurité, les pauvres n'investissent pas dans leur développement. Erhard Eppler, ancien ministre allemand de la coopération, estime que la sécurité doit être assurée en renforçant le monopole de la force détenu par l'État. Entretien avec Maria Roselli.



Daniel Baskup / laif

Erhard Eppler, né en 1926 à Ulm, a été ministre de la coopération économique de la République fédérale d'Allemagne (1968-1974). Entre autres activités, il a également dirigé la Commission des valeurs fondamentales du Parti social-démocrate allemand (SPD) de 1973 à 1992 et présidé la Fédération des Églises protestantes d'Allemagne.



Famille Demirovic, Sarajevo (Bosnie), 2001

Un seul monde: Votre livre *Vom Gewaltmonopol zum Gewaltmarkt? (Du monopole de la violence au marché de la violence?)* aborde le thème de la sécurité dans une nouvelle perspective, suite aux attentats du 11 septembre. Vous plaidez pour un renforcement du monopole étatique de la violence. Les pays en développement ont-ils vraiment besoin en priorité de plus de police et d'armée?

Erhard Eppler: Les pays où l'État se désagrège, où l'usage de la force se privatise et se commercialise, ne peuvent pas protéger les projets de développement. Personne n'investit dans un pays si le risque est grand que l'usine soit incendiée ou pillée. Il convient donc de renforcer toutes les institutions capa-

bles de faire barrage au chaos. Ce peuvent être des institutions de l'économie, de la société civile, mais aussi de l'État: administration, justice, police, partis. Lorsque les salaires des fonctionnaires ne suffisent pas à nourrir une famille sans l'appoint de la corruption, comme c'est le cas dans la plupart des pays d'Afrique noire, une aide budgétaire, même assortie de conditions strictes, peut se justifier. Quand des policiers misérablement payés laissent agir les délinquants, comme au Nigeria et dans d'autres pays d'Afrique occidentale, il faut investir dans la réforme, la formation et la rémunération de la police.

Pourquoi la violence privatisée se manifeste-t-elle, non pas uniquement mais principalement, dans les pays pauvres?

La violence privatisée progresse partout dans le



Famille Costa, La Havane (Cuba), 2001

monde, sous des formes qui varient. Ce n'est pas la pauvreté qui la déclenche, mais le fossé entre riches et pauvres. Tandis que des bandes criminelles refoulent la police dans les bidonvilles, les riches se barricadent à l'intérieur de leurs *gated communities* (lotissements fermés). Le monopole de la violence légitime s'érode par le bas comme par le haut, et personne ne peut dire où cela finira. L'État a toujours été rachitique dans beaucoup de pays pauvres. En leur appliquant une politique selon laquelle les marchés fonctionnent d'autant mieux que le gouvernement est faible, on aboutirait à une privatisation totale de la violence, donc à la fin de l'État.

Que peuvent faire les pays industrialisés pour combattre la violence privatisée sans répondre aux bombes par des bombes? Quel rôle peut jouer la coopération au développement?

Les pays industrialisés feraient bien d'examiner d'abord leur situation intérieure. On ne peut pas lutter contre la violence privatisée en Asie ou en Afrique et laisser la sécurité devenir chez soi une marchandise que seules quelques personnes peuvent s'offrir. La privatisation en est déjà à un stade très avancé lorsqu'on a, comme en Californie, un policier pour quatre agents de sécurité privés. Mais en Europe aussi, nous avons des raisons de ne pas seulement regarder à l'extérieur.

Quand les structures étatiques ont été pratiquement détruites, il faut énormément de temps pour les rétablir. Que font les soldats allemands en Afghanistan? Ils accomplissent un travail de policiers et forment la nouvelle police afghane. Il y aura de plus en plus de régions où des troupes internationales légitimées par l'ONU devront protéger le noyau d'un État, afin que se construise au fil des années un ordre juridique cohérent. Les bombes font généralement partie de conflits asymétriques, dans lesquels les plus forts évitent de

prendre des risques. Ces guerres favorisent la privatisation de la violence et sa forme la plus dangereuse : la terreur.

Faut-il que la coopération soit davantage axée sur le renforcement de l'État? Comment devrait-elle s'y prendre?

Quand l'État lui-même est devenu le butin de groupes criminels, cela n'a aucun sens. Il serait absurde de soutenir l'État au Libéria, par exemple. Un État ne peut s'imposer et remplir sa fonction que si une majorité le considère comme légitime et utile. Le cas échéant, il mérite d'être soutenu. La Fondation allemande pour les pays en développement possède à Berlin un centre de formation destiné aux fonctionnaires. Pour constituer une police, il faut former ses agents de telle sorte qu'ils connaissent leurs droits et leurs devoirs. Je pourrais tout à fait imaginer une école de police européenne pour les pays en développement, qui serait gérée par l'Union européenne.

La coopération suisse a-t-elle raison de considérer la réduction de la pauvreté et la sécurité sociale comme des conditions nécessaires à un développement durable?

Bien sûr qu'elle a raison! Mais la lutte contre la pauvreté et la protection sociale n'est possible qu'avec un minimum de sécurité du droit. C'est bien au moment où les seigneurs de la guerre appliquent le droit du plus fort que la misère des pauvres devient totale. On voit alors s'installer l'exact contraire du développement durable : la soldatesque vit au jour le jour de pillages, de rapines, de contrebande et d'extorsions. Dans ces conditions, il est même souvent impossible de sauver les semences pour l'année suivante. ■

(De l'allemand)

Chefs de guerre privés

«On peut douter du fait que, depuis le 11 septembre 2001, plus rien ne soit comme avant. Mais nous pressentons que les premières décennies du 21^e siècle pourraient porter l'empreinte de la réponse que nous trouverons à cette nouvelle dimension de la terreur. Le monopole de la force que détient l'État représente une conquête inestimable de la civilisation. Mais ce monopole se voit maintenant sapé par un processus de privatisation. Dans certaines parties du monde, nous avons aujourd'hui affaire à des chefs de guerre privés qui sont à la fois des entrepreneurs, des trafiquants, des commandants et des dictateurs locaux. Le terroriste Oussama Ben Laden n'est pas un monstre apocalyptique sorti de l'enfer, mais un de ces chefs de guerre, capable toutefois de frapper n'importe où dans le monde : c'est le chef d'une entreprise multinationale de la violence. Qu'advient-il si, au lieu de proclamer la 'guerre au terrorisme', nous considérons la terreur comme la forme la plus dangereuse – pour nous – de violence privatisée et commercialisée, et que nous la combattions?»

Extrait de la préface à «Vom Gewaltmonopol zum Gewaltmarkt?» de Erhard Eppler, Éditions Suhrkamp, Francfort 2002



L'ombre obsédante de l'armée

Cinquante ans après sa création, le Pakistan souffre toujours d'une instabilité politique chronique. La peur du puissant voisin indien légitime le pouvoir prépondérant de l'armée, qui ne laisse guère de place à la pluralité et au chaos d'une démocratie. Depuis quelque temps, les structures sclérosées du pays font cependant l'objet de vives attaques, surtout de la part des femmes. De Bernard Imhasly*.

La galerie Alhambra, à Lahore, exposait récemment les travaux de quelques jeunes artistes qui recourent au langage classique des peintres miniaturistes indiens pour représenter des sujets modernes. L'un d'eux avait représenté des personnages féminins en s'inspirant des dames de la cour des Grands Moghols. Ces courtisanes étaient certes entièrement voilées, mais les tissus transparents qu'elles portaient laissaient aisément deviner les courbes de leur corps. L'exposition a remporté un grand succès et, parmi les nombreux visiteurs accourus au vernissage, on a remarqué beaucoup de jeunes femmes très élégantes.

Quelques semaines plus tard, un politicien a tenu un discours aux étudiantes et aux femmes du corps enseignant de l'Université de Peshawar. Bien que la plupart des auditrices fussent revêtues d'une *burqa*, l'orateur avait tenu à ce qu'un lourd rideau soit tendu entre son pupitre et le public, car il craignait que ses yeux ne se posent sur des femmes imparfaitement voilées.

Qu'est-ce qui sépare ces deux attitudes? Quelques siècles? Un continent? Nullement. Ces deux exemples nous viennent du même pays à la même époque: le Pakistan en 2002. Deux raisons expliquent la coexistence, pacifique en apparence, de conceptions de la société aussi diamétralement opposées. D'une part, il y a la mondialisation qui permet aux idées, aux comportements et aux biens occidentaux de se glisser sur les chaînes de télévision, dans les salons de beauté et dans les cybercafés de tous les pays en développement. Dans le même temps, si les attraits de la modernité sont certes visibles partout, la pauvreté de ces pays en réserve l'accès à une petite minorité nantie.

Une deuxième raison réside dans la tradition de tolérance propre à la civilisation du Sud-Est asiatique, qui se nourrit depuis des millénaires d'influences étrangères et qui a toujours su faire cohabiter différentes religions, les riches et les pauvres, la tradition et le modernisme.



Mike Godwater / Network / Lookat

Michael Aegerter / Lookat

La rébellion des femmes

Mais dans le cas du Pakistan, cette tolérance existe-t-elle encore? La coexistence est-elle toujours pacifique? Selon l'organisation féministe Shirkat Gah, sur les 5000 «crimes d'honneur» commis dans le monde en 2000, un millier l'ont été au Pakistan.

tiques, elles souffrent de brûlures, de blessures à l'acide, de membres cassés, ou bien elles ont tenté de se suicider.

À considérer ces victimes, on se prend à espérer qu'un jour les femmes n'accepteront plus un partage des rôles fondé sur le patriarcat et sur la religion,



Judith Bleber / Network / Lookat



Shiraz Noman / SITI Pictures



John Isaac / SITI Pictures

Année après année, la pratique archaïque du «karo kari» se perpétue: des femmes ou des jeunes filles sont assassinées par des membres de leur propre famille, parce qu'elles ont osé épouser un homme de leur choix, entamer des études ou demander le divorce. La coexistence peut également voler en éclats lorsque des représentations archaïques de l'honneur familial ou clanique s'opposent à la conception moderne des droits individuels. Pour s'en rendre compte, il suffit de visiter les divisions réservées aux femmes dans les hôpitaux. Une grande partie des patientes ont subi des violences domes-

qu'elles finiront par s'y opposer. Des organisations comme Shirkat Gah dénoncent de telles pratiques et apportent une assistance juridique aux victimes. Dans les grandes villes, elles ont créé des foyers d'accueil. À la fin des années 80, la lutte pour le rétablissement de la démocratie a été principalement menée par des organisations de femmes, qui ont eu le courage de descendre dans la rue pour manifester contre le régime militaire, malgré l'interdiction de se montrer en public et l'obligation de porter le voile. Toutes les femmes qui sont aujourd'hui des politiciennes, des entrepreneuses, des avocates ou



Bernard Descamps / Agence Vu

L'objet de tous les jours

La dupatta

Il s'agit d'un simple morceau de tissu, ni taillé, ni cousu. En général, la *dupatta* est même dépourvue d'impressions et de motifs. Néanmoins, elle est omniprésente au Pakistan, où elle constitue l'élément préféré de l'habillement des femmes et des jeunes filles. On la porte le plus souvent avec le *salwar kameez*, vêtement caractéristique des musulmanes, qui comprend un pantalon étroit et une longue tunique pouvant descendre jusqu'aux talons. La *dupatta* est la pièce de tissu qui recouvre la tête et les épaules.

des publicitaires en vue ont participé au mouvement de contestation des années 80.

L'armée omniprésente

Tous les pays du sous-continent indien connaissent la dualité qui fait se côtoyer riches et pauvres, tradition et modernité, patriarcat et égalité des chances. Au Pakistan, les tensions sont plus fortes qu'ailleurs car, au cours de son demi-siècle d'existence, le pays n'a jamais fourni d'exutoire qui aurait permis d'apaiser la situation. Un tel exutoire pourrait être de nature politique (une démocratie, par exemple), s'articuler en un programme économique ou se manifester à travers une image positive de la nation qui permette à la société de se reconnaître, de s'affirmer et de se remettre en question.

Aucune de ces soupapes politiques, sociales et économiques n'existe vraiment au Pakistan. Cela est dû sans doute aux remous qui ont marqué la création et l'histoire du pays (lire les «repères historiques»). Un tel contexte a empêché l'installation d'une stabilité politique grâce à laquelle on aurait pu débattre des contradictions sociales et les résoudre.

En 55 ans d'histoire, le Pakistan n'est en effet pas parvenu à établir un minimum d'équilibre dans trois grands domaines: l'opposition entre autoritarisme et démocratie, entre l'idéologie islamique de l'État et l'autonomie ethnique, entre féodalisme et modernité. La peur de l'Inde voisine a légitimé le pouvoir prépondérant de l'armée, qui ne laisse guère de place à la pluralité et à l'avènement, inévi-

lité démocratique, les mouvements autonomistes régionaux et ethniques ont été considérés comme un affaiblissement de la nation. Ils devaient donc être combattus au nom du caractère unificateur de l'islam. Cette politique a été lourde de conséquences: sécession du Pakistan oriental – qui a pris le nom de Bangladesh – et tendances séparatistes dans les provinces du Sindh, du Baloutchistan et du Nord-Ouest.

Elle a par ailleurs été néfaste pour le développement économique. La nouvelle élite – politiciens, officiers et fonctionnaires qui, en 1947, avaient suivi Mohammed Ali Jinnah vers la «patrie des musulmans» – a conclu des arrangements avec l'élite traditionnelle des grands propriétaires fonciers. Pour préserver des dépendances féodales, les réformes agraires ont été sabotées, tout comme les programmes d'éducation et la formation de groupements démocratiques. Dans un pays où l'agriculture est aujourd'hui encore le moteur de l'économie, l'immobilisme s'est avéré fatal. Le maintien de vastes monocultures – surtout des champs de coton – garantissait certes un bon rendement des terres. Mais il a surtout évité aux propriétaires terriens de devoir faire preuve d'esprit d'entreprise et les a ainsi empêchés de créer une agro-industrie moderne. Ces propriétaires se sont en outre opposés à la mobilisation sociale des paysans, dont beaucoup étaient à leur service en tant qu'ouvriers agricoles, métayers, voire serfs. Le faible niveau d'instruction de la population, de même que l'ab-



Hahn / laif



roccchi / laif



tablement quelque peu chaotique, d'une véritable démocratie. Chaque fois que les querelles entre politiciens démocratiques s'enveniment, l'armée intervient pour garantir la «sécurité nationale».

Des propriétaires dépourvus d'esprit d'entreprise

L'absence de démocratie a engendré une instabilité politique chronique, que les dirigeants militaires s'efforcent de compenser en cimentant l'idéologie islamique de l'État. Mais ce choix a bloqué l'articulation d'aspirations politiques. À l'instar de la plura-

sence d'un secteur industriel, sont également à mettre sur le compte de ces pratiques douteuses. Le Pakistan demeure aujourd'hui encore un pays exportateur de produits agricoles et importateur de biens industriels. ■

* Bernard Imhasly est correspondant de la «*Neue Zürcher Zeitung*» pour l'Asie. Il est basé à New Delhi, en Inde.

(De l'allemand)

Le Pakistan et la Suisse

PME, droits de l'homme et ressources naturelles

(bf) Le Pakistan et la Suisse ont toujours entretenu de bonnes relations commerciales et politiques. La coopération suisse au développement est à l'œuvre dans ce pays depuis plus de trente ans et c'est en 1977 que la DDC a ouvert son bureau de coopération à Islamabad. Au début, le programme comprenait surtout des projets portant sur l'agriculture, la sylviculture et le développement des communes. Après les essais nucléaires réalisés par le Pakistan en mai 1998, le Conseil fédéral a plafonné le budget annuel de la coopération à 15 millions de francs. Le programme actuel, qui se concentre sur le nord-est du pays (province de la Frontière Nord-Ouest) poursuit deux objectifs de portée plus globale, à savoir la décentralisation et l'*empowerment* (développement des capacités humaines et institutionnelles). Voici les domaines prioritaires de la coopération :

Promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME): Divers projets visent avant tout à favoriser la coopération avec le secteur privé et avec des associations, à encourager la mise en réseau d'entreprises de services dans les secteurs privé et public et à renforcer les capacités organisationnelles des PME grâce à des cours de formation.

Repères historiques

Le Pakistan n'est pas le fruit d'une longue lutte historique, qui aurait peu à peu forgé l'idée d'une nation. Il doit sa naissance à la volonté d'un homme et aux calculs stratégiques d'une puissance coloniale.

Le mouvement pour l'indépendance de l'Inde ne suffisait pas à satisfaire les ambitions personnelles du politicien Mohammed Ali Jinnah, avocat à Bombay, à la fois ami et rival de Gandhi et de Nehru. Il a donc choisi de défendre la cause des musulmans et le projet de leur donner une patrie distincte. La Grande-Bretagne y a vu une occasion de punir l'Inde de son ingratitude. Avant de se retirer, elle démembra cet ancien « joyau de la couronne » et formait une alliance avec le nouvel État du Pakistan.

Depuis sa création en 1947, le Pakistan trouve sa raison d'être dans le rejet et dans la peur de l'Inde. La justification officielle d'une existence séparée en tant que « patrie des musulmans » a reposé d'emblée sur des arguments peu convaincants. Mais la crainte d'être à nouveau absorbé par l'Inde garantit une place de choix à l'armée, qui a toujours contrôlé plus ou moins directement l'État. Entre 1947 et 1971, le Pakistan a mené et perdu trois guerres contre l'Inde. Suite à ces défaites, l'armée n'a cependant été ni discréditée, ni redi-

Droits de l'homme et formation informelle:

Dans la législation pakistanaise, les droits des femmes, des enfants et des minorités sont particulièrement négligés. En 1997, la Suisse a entamé avec le Pakistan un dialogue sur les droits de l'homme, afin d'instaurer la confiance nécessaire au lancement d'un programme commun. En même temps, la Suisse mène avec l'Unicef un projet qui a pour objectif de renforcer les droits des enfants, surtout ceux des filles, et d'améliorer la situation des femmes en leur offrant des possibilités de formation.

Gestion des ressources naturelles et environnement:

Les projets appuyés par la DDC concernent les forêts, l'agriculture et la gestion du sol. Ils visent à améliorer la sylviculture, l'exploitation forestière, le rendement des récoltes et l'irrigation des terres cultivées. Pour ce qui est de la protection de l'environnement, il s'agit avant tout d'intégrer les éléments précédents dans la préparation des programmes.

mentionnée. Au contraire, on a intensifié l'effort d'armement, de sorte que l'armée pakistanaise est aujourd'hui l'une des plus imposantes du monde. Sur le plan militaire, les Pakistanais ont toujours mesuré leur force à l'aune du grand voisin, malgré le fardeau ainsi imposé à leur économie, qui est dix fois plus petite. Quand l'Inde a procédé à des essais nucléaires, en mai 1998, ils n'ont pas manqué de répliquer par leurs propres tests deux semaines plus tard. Un an après, les deux armées se faisaient face une nouvelle fois dans l'ouest de l'Himalaya. Les pressions internationales ont heureusement permis d'éviter une guerre des frontières.

Cette dernière défaite pakistanaise a permis aux militaires de reprendre le pouvoir, après dix années d'efforts visant à instaurer la démocratie. Le général Pervez Musharraf s'est fait nommer président. Et il a modifié la Constitution pour s'assurer que le retour promis à la démocratie n'entraînerait pas un retour des militaires dans les casernes. Il bénéficie en cela de l'indulgence des États-Unis, pour qui un État autoritaire offre de meilleures perspectives de coopération qu'une démocratie faible dans la lutte contre les talibans et contre le réseau Al-Qaïda.

Faits et chiffres

Nom

République islamique du Pakistan

Capitale

Capitale politique : Islamabad
Centre économique : Karachi
Centre culturel : Lahore

Superficie

803 940 km²

Population

147 millions

Ethnies

Pendjabis : 58 %
Sindhis : 12 %
Pachtounes : 8 %
Baloutches : 3 %
Diverses tribus montagnardes

Religion

Musulmans : 95 % de la population
Chrétiens, hindous et parsis forment de minuscules minorités

Langues

Ourdou (langue nationale), sindhi, baloutchi, pachtou

Unité monétaire

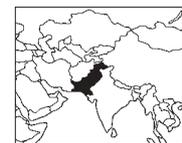
Roupie pakistanaise

Matières premières

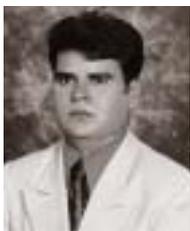
Eau, gaz naturel, uranium, titane, manganèse, minerai de fer

Principaux produits d'exportation

Textiles, riz, canne à sucre, légumes



La révolution verte a tourné au cauchemar



Hashim Abro, 32 ans, vit à Islamabad. Il se décrit lui-même comme « un poète, un polyglotte et un ingénieur chimiste qui a abandonné son métier pour rejoindre les médias ». Travaillant aujourd'hui pour la presse écrite et la télévision, il aborde surtout des sujets ayant trait à l'environnement, à la santé et à l'hygiène, ainsi qu'à la politique.

Cela devrait alerter tout le monde – gouvernement, population et organisations de la société civile. À Karachi, la plus grande ville du Pakistan, la pollution peut vous frapper dans les endroits les plus inattendus. Trois garçons de dix ans en ont fait la triste expérience: ils ont été brûlés au troisième degré alors qu'ils jouaient dans un étang. L'eau contenait des déchets toxiques.

Selon les premiers rapports médicaux, les garçons risquent de perdre leurs jambes en raison des brûlures provoquées par les fortes concentrations d'acide sulfurique. C'est ce qu'a rapporté le *Daily Dawn* sous le titre « Tragédie des déchets toxiques ». Cet accident est survenu juste après que l'Agence pakistanaise de la protection de l'environnement (EPA) avait lancé cette mise en garde: quelque 2000 tonnes de pesticides hautement toxiques, entreposés à travers le pays, représentent une grave menace pour la population. Importés par le ministère de l'agriculture il y a 40 ans, ils sont aujourd'hui périmés et se sont transformés en décharges de déchets toxiques. Entre-temps, la plupart de ces produits ont été interdits au niveau mondial en raison du risque qu'ils représentent pour la santé humaine.

Les pesticides étaient destinés au traitement des cultures. Ils ont été entreposés, en grande partie sous forme liquide, dans des hangars réservés aux produits phytosanitaires. Mais au fil des années, les récipients, attaqués par leur contenu hautement corrosif, ont commencé à fuir et à polluer gravement les environs.

Le quartier de Malir, au centre de Karachi, abrite

« la décharge la plus toxique du monde »: de grands fûts remplis de pesticides y sont empilés depuis 25 ans. Certains de ces produits sont extrêmement dangereux. C'est le cas du Kelthane, un insecticide de la famille du DDT, qui attaque le système nerveux. Il est associé à de nombreux cancers et à diverses malformations.

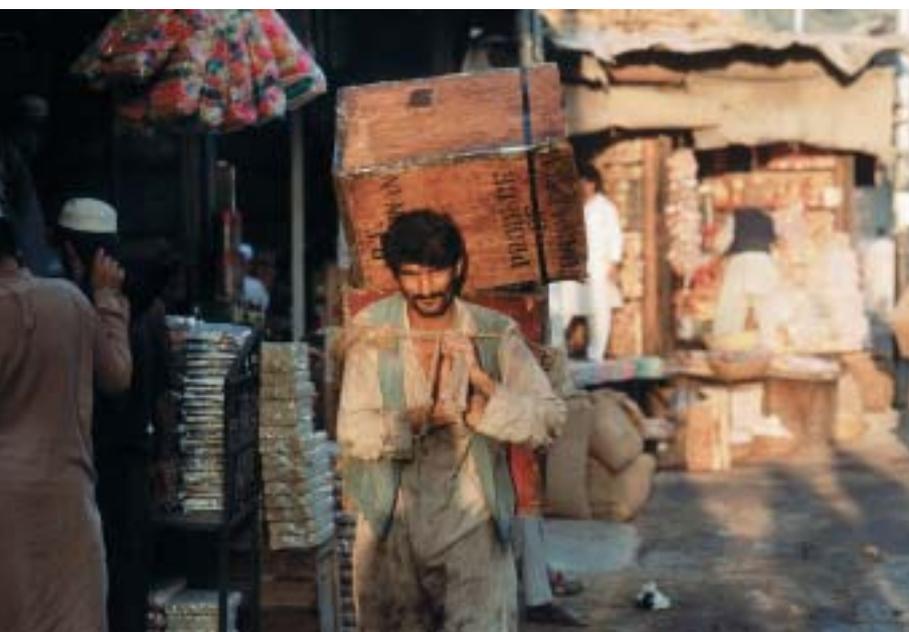
Le problème des pesticides est apparu peu après la prise du pouvoir par le général Ayub Khan en 1958. Les premières livraisons sont arrivées des États-Unis à la fin des années 50. Le Pakistan n'était pas le seul pays à miser sur les pesticides américains. Sous la pression des agences internationales de développement, des fabricants et des États-Unis, nombre de pays en développement avaient alors embrassé la « révolution verte », qui devait leur assurer l'autonomie alimentaire grâce à une agriculture intensive et chimique.

Une étude menée en 1999 au Pakistan a dénombré 300 décharges, officiellement appelées « entrepôts », qui contiennent des pesticides périmés. L'étude conclut que le pays n'a pas les moyens de résoudre ce problème, lui qui peine déjà à gérer ses déchets ordinaires. La plupart des ordures finissent en effet dans les terrains vagues ou dans les cours d'eau. L'industrie pollue sans être inquiétée. À Karachi, 3 pour cent seulement des entreprises répondent aux normes internationales sur le traitement des déchets. L'EPA, qui a tiré la sonnette d'alarme, se voit reprocher de ne pas mettre fin à de tels désastres.

Pour le quotidien *Dawn*, la conclusion s'impose d'elle-même: « Les services chargés de surveiller l'assainissement, les émissions industrielles, l'élimination des déchets et les atteintes à l'environnement ne font pas leur travail correctement. Cependant, si l'administration ne réagit pas, on ne peut guère en attendre plus des organes chargés de contrôler la situation et d'engager des actions préventives ou pénales, conformément à la loi de 1997 sur la protection de l'environnement. »

Un grand écrivain local résume cette tragédie: « J'ai vu des enfants appliquer une nouvelle méthode de pêche. Ayant trouvé des pesticides, ils les jetaient dans un étang. Peu après, des poissons morts remontaient à la surface. Les enfants les ramassaient et les apportaient à leur mère pour qu'elle puisse préparer le repas! » ■

(De l'anglais)





Quand tout le monde tire à la même corde

Le système de la coopération internationale possède une structure complexe. Il englobe les États avec leurs organismes officiels de développement – DDC et seco dans le cas de la Suisse –, les organisations et les programmes des Nations Unies, les institutions financières spécialisées dans le développement (Banque mondiale, banques et fonds régionaux de développement), les organisations non gouvernementales (ONG), le Comité d'aide au développement de l'OCDE, des organisations humanitaires internationales telles que le CICR et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'économie privée et des instituts scientifiques, ainsi qu'un grand nombre de fondations privées.

Il découle logiquement d'une telle multiplicité que l'on se préoccupe beaucoup de la coordination entre donateurs, du recours à des méthodes applicables par l'ensemble des institutions et d'une meilleure harmonisation des interventions. Les ressources étant limitées, il n'est pas étonnant non plus que l'on cherche constamment à améliorer le rendement des moyens mis en œuvre.

Pour affronter utilement les défis globaux qui nous attendent, nous avons besoin d'un système caractérisé par la plus grande efficacité possible. Cette situation requiert l'émulation des idées et la volonté d'obtenir de meilleurs résultats, non pas celle de supplanter la concurrence. Cela suppose que les divers acteurs se concentrent sur leur vocation première. Ainsi, ils évitent les chevauchements qui suscitent des frais inutiles sans produire aucun effet. Il ne faut pas non plus que le système de la coopération au développement devienne un but en soi: les acteurs doivent fournir des prestations axées sur les besoins de leurs «clients» plutôt que sur leur propre accomplissement.

Enfin, il est essentiel que la coopération applique le principe de l'aide à l'autopromotion, que ses bénéficiaires puissent déterminer eux-mêmes la

forme qu'ils entendent donner à leur développement et qu'ils en prennent la responsabilité. Tributaires d'une approche reposant sur le partenariat, ils doivent être à même de faire confiance aux partenaires qui les soutiennent. De grands progrès ont été réalisés ces dernières années dans la coordination et l'harmonisation réciproque de la coopération au développement. On dispose de directives et principes basés sur de solides analyses. Les connaissances acquises doivent maintenant être mises en œuvre et il y a là beaucoup à faire. Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des paroles et des aveux, mais des actes. Ceux-ci se mesurent à leur effet, et non pas à l'intérêt médiatique.

Dans le cadre du Comité d'aide au développement de l'OCDE, la Suisse est membre du groupe de travail sur les pratiques des donateurs, dont le but est d'harmoniser et de simplifier les procédures, tout en convaincant d'autres acteurs d'adopter des approches et des instruments analogues. Nous pouvons le faire parce que nous avons analysé nos propres expériences et acquis un savoir-faire dans ce domaine. L'accès à la connaissance doit être ouvert. Il faut partager le savoir, tirer parti des expériences. Il incombe à tous les protagonistes du système international d'améliorer encore l'affectation des fonds publics aussi bien que privés. La condition indispensable est que chacun manifeste clairement sa volonté d'atteindre les buts fixés, au lieu de suivre une politique d'intérêts à court terme correspondant à un «agenda caché». Les défis que nous impose l'avenir sont trop importants pour que nous puissions faire des compromis. C'est pourquoi la Suisse a participé activement au Forum de haut niveau sur l'harmonisation de la coopération, organisé les 24 et 25 février à Rome par l'OCDE et la Banque mondiale. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Bratislava, carrefour de la

Un centre de compétence pour la sûreté des installations nucléaires en Europe de l'Est s'est ouvert l'an dernier à Bratislava. Soutenu par la Suisse, il vise à renforcer les autorités nationales chargées de superviser le fonctionnement des réacteurs. Une partie de ces centrales, basées sur des technologies soviétiques, présentent des défauts de conception.



Laurent Stoop / L'oriental (2)

Le parc nucléaire de l'Est

Actuellement, 65 centrales nucléaires de conception soviétique sont en exploitation dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. Elles reposent sur deux technologies : les réacteurs RBMK à eau bouillante et les réacteurs VVER à eau sous pression, une filière qui s'est déclinée en plusieurs versions au fil des années. Selon les experts occidentaux, une partie de ces installations ne répondent pas aux normes de sûreté internationalement reconnues. Ce sont principalement les réacteurs RBMK, dont 14 sont encore en exploitation actuellement, et la première génération des VVER. Ces deux types de réacteurs sont notamment dépourvus d'enceinte de confinement, une enveloppe en béton qui empêche les fuites radioactives en cas de fusion du réacteur.

(jls) En 1986, l'accident de Tchernobyl a révélé brutalement les graves déficiences de certaines centrales de conception soviétique et la menace que celles-ci faisaient planer sur l'ensemble du continent. Il a fallu attendre la chute du Mur de Berlin pour que les pays de l'Est fournissent aux experts occidentaux des informations sur ce domaine particulièrement sensible. Dès 1991, la communauté internationale s'est mobilisée pour aider ces pays à améliorer leur niveau de sûreté nucléaire.

Les efforts portent non seulement sur la modernisation des réacteurs, mais aussi sur le renforcement des organes nationaux censés superviser de manière indépendante l'exploitation des centrales nucléaires. Ces autorités de sûreté ont beaucoup de peine à remplir leur mission de surveillance, faute de moyens financiers et humains. Les meilleurs experts nucléaires sont recrutés par les centrales nucléaires, pour la plupart privatisées, qui offrent de meilleurs salaires que l'État.

Le Centre de sûreté nucléaire (CENS) pour l'Europe centrale et orientale, inauguré l'automne der-

nier à Bratislava (Slovaquie), s'est donné pour mission de rendre les autorités de sûreté plus indépendantes et plus compétentes. À cet effet, il organise diverses formations destinées à leur personnel. Les cours portent sur la sûreté de certains types de réacteurs, les possibilités de modernisation ou encore les méthodes modernes permettant d'évaluer la sûreté des centrales.

Expertises indépendantes

Dans les pays de l'Est, peu de bureaux d'études sont capables de procéder à des évaluations indépendantes, car ils travaillent aussi bien pour les centrales que pour les autorités. C'est pourquoi le CENS propose également des services dans ce domaine : « Nous ne ferons pas d'expertises pour l'industrie, mais uniquement pour les autorités de sûreté », promet le président du CENS, Sabyasachi Chakraborty, haut fonctionnaire de la Division principale de la sécurité des installations nucléaires (DSN). Cet organe suisse de régulation fournit au centre un important appui technique et organisationnel.

sûreté nucléaire

Risque transfrontalier

Le financement est assuré par la DDC, qui a prévu près d'un million de francs pour les deux premières années. Axel Heiri, chargé de programme, explique l'engagement de la DDC sur le terrain de l'énergie nucléaire: «Nous voulons limiter au maximum les dangers liés à l'exploitation des centrales. C'est un domaine dans lequel il n'y a pas de frontières. Notre projet vise donc à protéger l'en-

vironnement tant à l'Ouest qu'à l'Est. Aussi longtemps que des réacteurs seront en exploitation, il faudra veiller à ce qu'ils soient le plus sûr possible. La recherche d'énergies alternatives fait partie d'un autre débat.»

échanges entre les experts de l'Est et de l'Ouest, comme le souligne M. Chakraborty: «Ce centre représente une chance unique de développer une même culture de la sûreté dans l'ensemble de l'Europe. Jusqu'ici, l'interprétation des normes internationales était très inégale.» Le transfert de connaissances et d'expériences s'avère particulièrement crucial dans la perspective inéluctable de l'arrêt des centrales nucléaires, un



Il y a près de dix ans que la DDC a commencé de travailler dans le secteur de la sûreté nucléaire. Elle a mis en œuvre des projets bilatéraux avec la Russie, la Slovaquie et l'Ukraine. «Cet engagement nous a permis de réunir un précieux savoir-faire et d'établir un vaste réseau d'experts. Lorsque le projet slovaque a pris fin, en 1998, nous avons décidé de créer un centre international qui pourrait profiter de l'expérience acquise au fil des années dans le cadre bilatéral», note Axel Heiri. «Jusqu'ici, la DDC évalue de manière très positive le développement du CENS.»

Débranchez avant d'adhérer!
Profitant de ce réseau, le CENS veut devenir une plate-forme scientifique et technique, diffuser des connaissances et mettre en réseau les autorités de sûreté des pays de l'Est. Il espère aussi favoriser les

défi qui ne se pose pas seulement en Europe de l'Est. Mis en service dans les années 60, les plus anciens réacteurs arrivent en fin de vie et il va falloir les démanteler en éliminant complètement la radioactivité. À ce jour, seules quelques centrales dans le monde ont été entièrement démontées. Le CENS entend appuyer les autorités de sûreté d'Europe de l'Est, qui ont encore très peu d'expérience en la matière. En septembre dernier, il a consacré sa première conférence annuelle à la question du démantèlement et à l'accompagnement de ce processus par les organes de régulation. Ce jour-là, tous les participants avaient le regard tourné vers la première charrette de condamnés: trois réacteurs, jugés peu sûrs et impossibles à moderniser, doivent être stoppés définitivement en Bulgarie, Lituanie et Slovaquie. C'est une condition posée pour l'adhésion de ces pays à l'Union européenne. ■

La structure du CENS

Le CENS est une association à but non lucratif, basée à Bratislava. Ses membres sont des personnes privées ainsi que des institutions actives dans le domaine de la sûreté nucléaire, comme par exemple les autorités de sûreté de Suisse, de Slovaquie et de France. Les membres se réunissent une fois par an en assemblée générale. Installé dans des bureaux mis à disposition par l'autorité slovaque de sûreté, le secrétariat devrait compter une dizaine de collaborateurs d'ici fin 2003.

La gestion opérationnelle est confiée à un directeur exécutif. Les décisions stratégiques sont prises par le Comité, au sein duquel siègent notamment des représentants des deux institutions suisses à l'origine du centre, la DDC et la DSN. Les activités du CENS sont coordonnées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui l'accompagne et le soutient activement.

Site Internet:

www.censee.org

Le dzongkha compatible avec Internet

Envoyer du courrier électronique, participer à des forums de discussion en ligne, créer des sites Internet: ce qui fait maintenant partie de la vie courante en Suisse va aussi devenir réalité au Bhoutan, avec l'appui de la DDC. Et cela notamment en dzongkha, la langue officielle du royaume.



Laurent Cocchi

(mr) L'utilisation d'un ordinateur n'est pas partout dans l'ordre des choses, loin s'en faut. Au Bhoutan par exemple, petit royaume blotti entre l'Inde et le Tibet dans la partie orientale de l'Himalaya, il n'était pas facile jusqu'à présent d'écrire un texte sur ordinateur en dzongkha, la langue officielle. Certes, il existe plusieurs systèmes de traitement de texte avec des caractères dzongkhas, mais ces programmes ne sont pas compatibles entre eux. Plus grave encore: leurs systèmes de codage ne se basent pas sur le système Unicode, utilisé internationalement. Cela signifie notamment que l'on ne pouvait pas jusqu'ici créer des sites Internet ni envoyer des e-mails, et encore moins participer à des forums de discussion.

Caractères et symboles religieux

Mais cela va changer. Une équipe pluridisciplinaire travaille depuis près de deux ans à l'intégration des caractères dzongkhas dans le système d'exploitation Windows. Elle comprend des spécialistes en technologie de l'information, des calligraphes, des informaticiens et des moines bouddhistes. Il s'agit de rendre toutes les applications Windows – Word, Access, Excel, Internet Explorer, etc. – accessibles

aux utilisateurs de langue dzongkha, et de faire en sorte que les textes existants puissent être automatiquement repris dans le nouveau système d'exploitation. Ce dernier sera également compatible avec des applications multimédias telles que Adobe Photoshop et Pagemaker.

Le projet est soutenu par le gouvernement du Bhoutan, The Orient Foundation et la DDC. Environ 4500 caractères dzongkhas et symboles religieux ont déjà été recréés en plusieurs versions selon la norme Unicode. Le nouveau système Windows qui doit être commercialisé ce printemps comprend plusieurs éléments dont un clavier dzongkha et deux jeux de caractères pour documents Word. Mais comme deux polices ne sont pas suffisantes pour couvrir l'ensemble des besoins (de la jaquette de livre à la lettre personnelle), le projet englobe la formation de spécialistes qui en créeront de nouvelles. ■

(De l'allemand)

Chef de la coopération bilatérale

(bf) Succédant à Rudolf Dannecker, qui a pris sa retraite fin 2002, Adrian Schläpfer est depuis le 1^{er} janvier chef de la division «Coopération bilatérale» de la DDC. Ce Zurichois de 55 ans est titulaire d'une licence en économie et du diplôme postgrade de l'EPFZ pour les pays en développement. Après avoir effectué des missions pour la Banque mondiale à titre de consultant et pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en tant que chargé de programme, M. Schläpfer est entré en 1979 au service de la DDC. Il a travaillé comme chef de projet, chargé de programme, coordinateur national, puis chef de section, passant au total dix ans sur le terrain en Amérique latine. En mars 2001, Adrian Schläpfer a

été nommé chef suppléant de la division «Coopération bilatérale» et membre de la direction. Quelques défis passionnants l'attendent dans sa nouvelle fonction: «J'entends renforcer la coopération bilatérale dans son rôle d'instrument central de la politique suisse de développement. Il s'agit d'améliorer encore son niveau élevé de qualité, qui lui assure efficacité, impact et acceptation générale. Nous affrontons les nouveaux défis globaux dans un esprit d'ouverture créative, en nous basant sur des partenariats solides et une longue expérience du terrain.»

Bambins en liste d'attente

(gjs) La crèche de la DDC, ouverte en octobre 1999, rencontre un tel succès que les demandes d'inscription dépassent aujourd'hui sa capacité d'accueil. Initialement conçue pour dix

petits pensionnaires, elle a été agrandie pour en accueillir seize, puis trente. Néanmoins, une dizaine d'enfants se trouvent toujours sur la liste d'attente. La «Dezalina» est bilingue et souple au niveau des horaires. Afin de répondre à la demande croissante, divers scénarios sont à l'étude. Ils vont d'un nouvel agrandissement à un soutien financier qui permettrait de placer les enfants dans d'autres crèches. La DDC a été le premier office de l'administration fédérale à ouvrir une garderie.

2003 sous le signe de l'eau

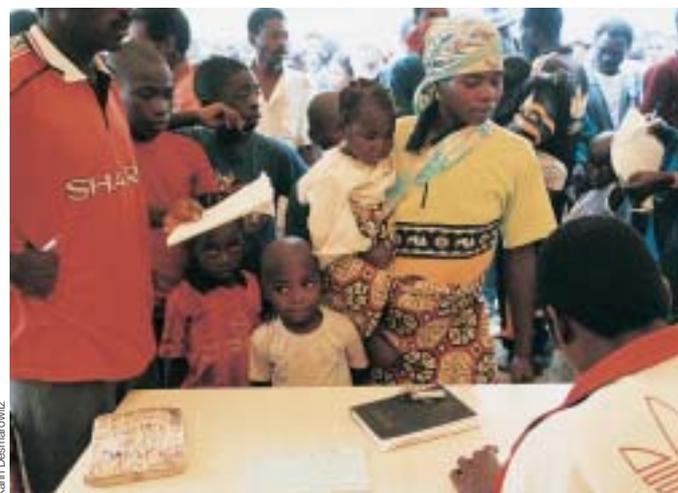
(ll) Les Nations Unies ont fait de 2003 l'Année internationale de l'eau. En Suisse, un programme d'action a été élaboré en commun par l'Office fédéral des eaux et de la géologie (OFEG), l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage

(OFEFP) et la DDC. L'Année de l'eau sera lancée le 21 mars par une fête sur la Place fédérale, à Berne. De son côté, la DDC s'emploiera également à mettre en valeur, en Suisse et à l'étranger, la dimension globale de l'eau dans le contexte du développement. Elle publiera en automne une brochure témoignant de sa longue expérience dans ce domaine. Sur le plan international, la DDC soutiendra dans ses pays prioritaires des activités qui se rapportent spécifiquement à l'eau. Elle mettra l'accent sur l'Asie centrale. La plus grande manifestation internationale organisée dans ce contexte sera le troisième Forum mondial sur l'eau, qui se tiendra à Kyoto du 16 au 23 mars. Pour savoir tout ce que fait la Suisse dans le cadre de l'Année internationale de l'eau, il suffit de consulter le site www.eau2003.ch

Au fait, qu'est-ce que la conditionnalité politique ?

(bf) Dans le contexte du développement, le principe de conditionnalité signifie que la coopération est liée à certaines conditions. En 1998, le Conseil fédéral a décidé que l'application de la «conditionnalité politique» serait désormais de sa compétence. C'est à lui qu'appartient la décision d'interrompre, totalement ou partiellement, la coopération avec un pays pour des raisons politiques ou en cas de violation grave des droits de l'homme. La conditionnalité ne se limite pas à la coopération au développement, mais porte sur l'ensemble des relations extérieures (économiques, scientifiques, culturelles, commerciales, militaires, etc.). L'évaluation d'un cas d'espèce se fait toujours dans l'optique de sa situation particulière et de l'attitude adoptée par les autres pays. Les principaux critères d'application de ce principe sont les suivants: efforts insuffisants en vue d'une bonne gestion des affaires publiques, en particulier refus systématique d'entreprendre des réformes; violations graves des droits de l'homme, par exemple discrimination flagrante des minorités; interruption ou suppression du processus de démocratisation; atteintes majeures à la paix et à la sécurité (guerre, incitation à des actes de guerre, terreur d'État); refus de réintégrer les ressortissants du pays. Appliquée à la coopération, cette notion de conditionnalité se fonde sur la constatation que l'objectif principal du développement – à savoir combattre la pauvreté – ne peut être atteint que dans un contexte politique favorable. C'est pourquoi on a établi cette liste de critères, valables pour tous les pays partenaires de la coopération suisse au développement. Les adversaires de la

conditionnalité font observer qu'un arrêt complet de la coopération revient à abandonner à leur sort les populations les plus pauvres et que cela enlève la possibilité d'exercer une influence positive en vue d'améliorer la situation incriminée. En fait, une telle suspension n'est envisagée qu'en dernier recours, au moment où tout dialogue est devenu impossible. La conditionnalité politique ne s'applique pas au secteur de l'aide humanitaire.



Karin Desmarovitz

À qui appartiennent les maisons de Mitrovica ?

Le processus de réconciliation au Kosovo ne progresse que lentement. La ville de Mitrovica, divisée selon des lignes ethniques, illustre bien les immenses difficultés rencontrées à leur retour par les habitants qui luttent pour une cohabitation pacifique. Un reportage de Maria Roselli.



La rivière Ibar sépare la partie serbe et la partie albanaise de Mitrovica, mai 2002

Le véhicule onusien blanc de David Chillarón est stationné exactement à l'endroit où passait la ligne de front. Des rouleaux de barbelés entravent encore l'accès aux quartiers situés de ce côté-ci de la rivière Ibar. Ici, ils se lançaient mutuellement des grenades, ils se livraient une guerre acharnée maison après maison : les Serbes dans la partie nord de Mitrovica, les Albanais au sud, avec l'Ibar comme no man's land entre les fronts. Trois ans après la fin de cette guerre, la rivière forme toujours une frontière entre le nord habité par la minorité serbe et les quartiers albanais du sud. Peuplée de 80 000

habitants, Mitrovica est un triste symbole des obstacles rencontrés par le processus de réconciliation au Kosovo.

L'Espagnol David Chillarón prend le volant de son véhicule tout-terrain. Cela fait une année qu'il se rend presque quotidiennement dans le nord de la ville pour son travail. Il dirige la branche locale de la Direction du logement et des biens immobiliers (HPD). Créée par la MINUK (administration onusienne du Kosovo), cette institution a pour tâche de démêler les aspects juridiques des conflits relatifs à la propriété. Dans une situation d'après-guerre



Grossmann / laif

comme au Kosovo, l'habitant d'une maison n'en est pas toujours le propriétaire ou le locataire légitime. Environ 103 000 logements et maisons ont été détruits ou gravement endommagés au cours du conflit, ce qui représente presque la moitié du nombre total d'habitations.

Du quartier rom, il ne reste que des ruines

Victimes de la discrimination serbe, beaucoup d'Albanais ont perdu leur emploi entre 1989 et 1999, donc également leurs logements de service qui ont été transférés à des Serbes. Pendant la guerre, Serbes, Albanais, Roms et Ashkalis ont abandonné leurs maisons par milliers. Trois ans après la fin des hostilités, un grand nombre d'habitations ont été reconstruites, mais des milliers de personnes attendent toujours de pouvoir réintégrer leur demeure légitime.

David Chillarón quitte l'aire protégée de la HPD pour se rendre au nord. Après avoir longé barbelés et broussailles, il franchit un pont sur l'Ibar. Aujourd'hui, environ 15 000 Serbes vivent dans la partie nord de Mitrovica. Seules quelques familles albanaises sont revenues s'y installer à la fin de la guerre, alors qu'elles représentaient auparavant 40 pour cent de la population.

Les soldats français de la Force internationale de maintien de la paix (KFOR) nous laissent passer le poste de contrôle. À droite du pont, une étroite route non goudronnée suit la rive et mène à une enclave albanaise, appelée «Bosnian Mahalla». Quelques familles y vivent barricadées et protégées par des soldats lourdement armés de la KFOR. «Au grand dam des Serbes, elles se sont mises depuis peu à reconstruire leurs maisons. Elles veulent montrer qu'elles ne sont pas d'accord de se laisser expulser d'ici», raconte M. Chillarón. Devant une maison albanaise, un bus blindé attend les enfants qu'il transportera l'après-midi à l'école.

Embrouillamini juridique

Au prochain poste de contrôle, nous quittons la rive et montons sur une colline dominant la ville.

De là, on voit bien la Trepca, une mine de charbon qui employait jadis une grande partie de la population. Cette entreprise d'État possédait environ 70 pour cent des logements de Mitrovica. Toute personne travaillant pour la Trepca recevait automatiquement un appartement. Après les licenciements liés à la répression serbe ainsi que la fuite de nombreux habitants durant et après la guerre, il règne une énorme confusion au sujet des droits de propriété. «Pour que le processus de réconciliation aboutisse, il est indispensable que ces gens puissent revendiquer la jouissance de leurs logements légitimes», explique M. Chillarón. «La population doit retrouver confiance dans les institutions, réaliser que l'on se préoccupe d'ordre et de justice.»

Sur le chemin du retour, à proximité du pont principal surveillé par des miliciens serbes (on les appelle les «gardiens du pont»), nous traversons l'ancien quartier tzigane «Roma-Mahalla», en bordure de l'Ibar. Il n'en reste aujourd'hui que des décombres. Quelque 750 maisons ont été détruites après la fin de la guerre, en juin 1999, pratiquement sous les yeux des troupes de la KFOR : les Albanais se vengeaient ainsi contre les Roms serbophones, qu'ils considéraient comme les collaborateurs des Serbes. Selon des estimations, les actions de représailles qui ont eu lieu au Kosovo après l'arrivée de la KFOR ont conduit à la destruction d'environ 14 000 maisons ayant appartenu à des Serbes, des Roms ou des Ashkalis.

Maison pillée par les squatters

Le petit village de Vustrri, dans la banlieue de Mitrovica, est habité en majeure partie par des Ashkalis, des Tsiganes albanophones. David Chillarón vient pren-

Minorités ethniques

Le Kosovo compte 2 millions d'habitants, dont environ 12 pour cent appartiennent à des minorités ethniques. Les Serbes forment deux tiers de celles-ci, le dernier tiers étant constitué par les Roms, les Ashkalis, les «Égyptiens» et les musulmans slaves. La situation économique est extrêmement difficile pour l'ensemble de la population kosovare. Plus de 70 pour cent des personnes en âge de travailler n'ont pas d'emploi. Et ce taux est encore bien plus élevé chez les Roms serbophones et les Ashkalis albanophones. Pratiquement aucun membre des minorités ethniques n'a de travail régulier. Comme leur liberté de mouvement est fortement restreinte, ils n'ont généralement même pas la possibilité d'exercer une activité professionnelle sur le territoire de leur commune – et encore moins à l'extérieur. Les postes à repouvoir sont attribués en tout dernier aux représentants d'une minorité. Et le fait de s'exprimer mal ou pas du tout en albanais est un handicap supplémentaire. Leurs perspectives se limitent à des emplois occasionnels dans le bâtiment ou l'agriculture.



Fritz Berger

Près de 23 000 plaintes

Directement rattachée à la MINUK, la Direction du logement et des biens immobiliers (HPD) est opérationnelle au Kosovo depuis novembre 1999. Son but est de régler les différends relatifs à la propriété du logement par des voies extra-judiciaires.

Les cas qui nécessitent un jugement sont transmis à la Commission de recouvrement des biens immobiliers. Celle-ci est formée d'un juge local et de deux juges internationaux. Ses verdicts ont un caractère définitif.

Jusqu'à l'expiration du délai pour le dépôt des plaintes, fin 2002, la HPD a enregistré 23 000 dossiers. Après un examen attentif, elle en transmettra une grande partie à la commission pour un jugement. Martin Drake, directeur exécutif de la HPD, escompte que les choses avanceront rapidement :

« Ces 23 000 dossiers devraient être bouclés d'ici deux ans. » La Suisse soutient ce projet par un montant de trois millions de francs. L'argent est versé par l'Office fédéral des réfugiés, tandis que le suivi incombe à la DDC. La HPD admet trois catégories de plaintes, à savoir :

– Perte de la jouissance d'un logement en raison de la discrimination serbe entre 1989 et 1999.

– Transactions informelles entre 1989 et 1999 : beaucoup de transferts de propriété informels ont eu lieu en dépit de l'interdiction légale de vendre des maisons à des Albanais.

– Occupation illégale des maisons pendant ou après la guerre.

La HPD n'est pas compétente pour la reconstruction de maisons détruites.



Fritz Berger

dre des nouvelles de la famille Pushkolli, qui a récemment réintégré sa maison. La semaine dernière, elle a été agressée par des voisins qui ont jeté des briques par-dessus le mur du jardin.

Xhemajl Pushkolli, 50 ans, avait fui avec sa famille après la fin de la guerre, craignant les actes de vengeance des Albanais. Ils ont abandonné leurs meubles, leurs vêtements et sont partis pour la ville serbe de Novi Sad. Cela fait maintenant six mois qu'ils sont revenus à Vustrri, à nouveau peuplé par une majorité d'Ashkalis. Hélas, une autre famille ashkalie s'était installée entre-temps dans leur demeure et refusait de s'en aller. Finalement, la maison a pu être évacuée grâce à l'intervention de la HPD, qui a trouvé une autre habitation pour ces squatters.

Là où se trouvaient autrefois l'entrée et la véranda, il ne reste qu'un énorme trou, couvert par une bâche de plastique afin que la pluie et le vent ne pénètrent pas à l'intérieur. Xhemajl Pushkolli désigne de la main cette ouverture béante : « Les occupants ont emmené la porte et tous nos meubles. Nous n'avons plus rien. » Avant la guerre, il a été pendant 20 ans chauffeur de taxi, un travail qu'il ne peut plus envisager de faire aujourd'hui. Il a peur d'être attaqué. « Je ne sais pas combien de temps nous allons encore rester ici. Nous avons aussi besoin de manger, la maison ne nous nourrit pas », dit-il.

Le chaos aux carrefours

Dans la soirée, nous sommes à Pristina, la capitale. Pas de lampadaires, pas de feux de signalisation, seuls les phares des voitures jettent une lumière blafarde sur le Boulevardi Nëna Terezë. Les pannes d'électricité sont encore plus fréquentes depuis que la foudre est tombée sur la centrale d'Obiliq. Elles durent souvent des heures. L'absence de signalisation engendre un chaos total. Les véhicules militai-



Grossmann / Ifa

Cour d'une école dans la partie albanaise de Mitrovica, mai 2002

res de la KFOR et les voitures officielles de l'ONU se mêlent au trafic privé qui afflue chaque soir vers les carrefours.

Trois ans après la guerre du Kosovo, la population aspire à une normalité qui n'est encore que de façade, même à Pristina dont le centre abrite de beaux magasins ainsi que de nombreux cafés et restaurants. Personne ne sait trop ce qu'il va advenir du Kosovo, où le taux de chômage atteint actuellement près de 70 pour cent. Exsangue, l'économie de ce pays en transition aurait un besoin vital d'investissements étrangers.

Et combien de temps David Chillarón va-t-il encore rester au Kosovo ? Il sourit et dit : « For a long time. » ■

(De l'allemand)

Une langue teintée de honte coloniale

Récemment, lors d'un voyage en Espagne, mon mari et moi avons été interpellés par une artiste à Barcelone. Elle nous avait observés en train de regarder ses masques, de discuter lesquels nous voulions acheter. Tout à coup, elle nous a dit avec stupéfaction: «Vous parlez toujours anglais ensemble? Vous n'avez pas d'autre langue en Inde?»

Cette fière Espagnole, non avertie de l'histoire coloniale, soulevait involontairement un problème identitaire important de l'Inde moderne. Il y a une vingtaine d'années, Kiran Nagarkar, écrivain indien très connu, a décidé de passer du marathi, sa langue maternelle, à l'anglais. Il en a presque fait une dépression nerveuse. Écrire en marathi – langue caractérisée par des conventions rigides – était étouffant pour lui, mais s'exprimer en anglais représentait une sorte de trahison. C'était comme s'il coupait le cordon ombilical le reliant à sa famille de lecteurs. L'anglais est arrivé en Inde comme langue de domination, avec les Britanniques. Il s'est maintenu, d'abord comme instrument de subversion dans les mains des nationalistes, puis comme langue unificatrice d'une jeune nation qui comptait au moins 22 idiomes régionaux et plus d'une centaine de dialectes. Mais l'anglais n'a jamais pu se débarrasser de ses connotations de classe, de pouvoir, de privilèges. Et il porte encore, inévitablement, une touche de honte coloniale. Pour ceux d'entre nous qui le parlent, c'est un signe de cosmopolitisme, un passeport pour l'emploi, une porte ouverte sur les marchés de l'Inde moderne et du monde. Mais il témoigne aussi d'un inquiétant processus de déracinement: la disparition des liens avec le passé, les histoires familiales, les littératures indigènes et les traditions; le sentiment inconfortable

d'être un étranger dans son propre pays. Et pour ceux qui ne le parlent pas – en général les classes modestes et les personnes récemment alphabétisées dans les écoles publiques – l'anglais est l'objet en même temps d'un désir intense et d'un profond ressentiment mêlé de mépris. C'est le plus gros obstacle entre classes sociales, plus difficile à surmonter que l'argent.

Rien n'illustre mieux la problématique compliquée de l'anglais en Inde que le rapport récent d'un célèbre cabinet d'expertise, à qui l'État du Bengale occidental avait demandé conseil à propos de ses stratégies de développement. La méfiance politique à l'égard de l'anglais s'est souvent exprimée en Inde par des expériences de chauvinisme linguistique. En 1983, pour plaire aux électeurs, le gouvernement du Bengale occidental avait supprimé l'anglais à l'école primaire, décrétant que le bengali serait désormais la langue d'enseignement obligatoire dans les écoles publiques.

Vingt ans plus tard, le rapport des experts révèle que le Bengale occidental occupe une position désastreuse sur l'échelle du développement national: 92 pour cent de ses étudiants, sortis des écoles publiques en bengali, ne peuvent rivaliser avec ceux des autres régions du pays; ils n'ont pas accès aux professions qui exi-

gent de sérieuses compétences en anglais, que ce soit dans l'information, le secteur technique ou l'industrie. Mis sous pression, le gouvernement bengali a discrètement avancé l'initiation à l'anglais. C'est ainsi que l'Inde tente de résoudre tant bien que mal la question controversée de sa langue véhiculaire.

L'artiste espagnole de Barcelone aurait de la peine à comprendre que, produits d'une éducation réservée à l'élite, mon mari originaire du Pendjab et moi-même venant du Bengale, ne pouvons pas communiquer dans une autre langue que l'anglais. Elle trouverait aussi étrange la situation de notre jeune employée de maison. Cette dernière parle hindi, l'autre langue officielle de l'Inde, et nous lui répondons dans cette langue, mais cela ne lui suffit pas: elle passe toutes ses soirées libres à étudier les rudiments de l'anglais. Avide d'accéder à un monde plus vaste. ■

(De l'anglais)



Shoma Chaudhury, 31 ans, vit à New Delhi. Elle est critique littéraire pour un magazine indien diffusé sur Internet. Auparavant, elle a tourné des films documentaires pour une chaîne de télévision et a travaillé comme journaliste notamment pour *Outlook* et *India Today*, deux des journaux les plus réputés de l'Inde.



Mike Goldwater / Network / Lookat



Films pour l'Afghanistan

Les milieux afghans du cinéma et de la télévision recherchent des contacts avec des cinéastes et des producteurs étrangers. Après de longues années de guerre et l'interdiction de toute image par les talibans, des producteurs et des réalisateurs engagés tentent, dans des conditions extrêmement difficiles, de redonner vie à la culture cinématographique et télévisuelle. De Gabriela Neuhaus.

Voilà bientôt un an qu'un film de Buster Keaton a été projeté pour la première fois dans un village des montagnes afghanes. Le vieux film muet a déclenché des réactions inimaginables. Pour les enfants afghans, un film est quelque chose d'entièrement nouveau, car le régime des talibans avait interdit toute diffusion de musique et d'images. Pourtant, même les anciens de ces villages retirés ne se souvenaient pas d'avoir jamais assisté

à un tel événement. Le cinéma mobile a sillonné le pays pendant 45 jours, quatre mois à peine après la chute des talibans, au printemps 2002. Il a remporté un vif succès. «J'ai reçu d'innombrables réactions. Des femmes, des garçons, des hommes âgés et même des commandants nous ont demandé de renouveler l'opération», raconte Siddiq Barmak, directeur de l'institut cinématographique d'État,

Afghan Film. Le cinéma mobile a été lancé par l'organisation française de développement Aïna, en collaboration avec Afghan Film. L'expérience sera renouvelée cette année. Financées par Aïna, dix équipes reprendront la route avec chacune un projecteur, un écran, quelques classiques du cinéma ainsi que des courts métrages et des documentaires spécialement réalisés pour l'occasion. Les films didactiques diffusés

par le cinéma mobile portent par exemple sur la Loya Jirga (conseil des anciens, civisme), les soins de santé, le développement villageois ou le risque que représentent les mines antipersonnel. Ils ont été réalisés sur mandat d'institutions internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais ces productions ne constituent pas seulement un moyen de divertissement et d'information. Elles ont aussi donné du

travail aux professionnels afghans du cinéma et de la vidéo. Pour Siddiq Barmak, il importe d'ailleurs de soutenir le cinéma afghan: «Dans un pays qui compte 90 pour cent d'analphabètes, la communication passe par l'image. C'est pourquoi la vidéo et le cinéma jouent un rôle crucial en Afghanistan, précisément dans les domaines de l'éducation et du développement.»

Rentrer pour prendre un nouveau départ

Jusqu'ici, l'Afghanistan ne possédait pas une culture cinématographique digne de ce nom. Cependant, avant l'arrivée des talibans au pouvoir, le pays produisait des journaux filmés hebdomadaires, ainsi que de nombreux documentaires et longs

mographiques. Une anecdote est très connue à son sujet: grâce à un subterfuge et avec la complicité de proches, il a réussi à sauver une partie au moins des archives cinématographiques afghanes, condamnées à être détruites par les talibans.

Siddiq Barmak est d'ailleurs venu au Festival de Locarno l'été dernier pour y présenter quelques-uns de ces films. Organisée en collaboration avec la DDC, une journée était spécialement consacrée au cinéma afghan.

L'acteur et réalisateur afghan Timur Hakimyar était également à Locarno puisqu'on y projetait son film *Ghirdab*. De tels événements internationaux sont essentiels pour les artistes afghans. Ils leur permettent non seulement

international.»

On en est encore loin cependant. L'Afghanistan, un pays où l'insécurité et la faim sont toujours d'actualité, manque de tout au niveau culturel: les caméras, l'équipement pour le traitement du son et les tables de montage font autant défaut que les dernières connaissances techniques.

«Afghan Film est un musée», déclare la réalisatrice allemande Wilma Kienert, qui a animé en septembre 2002 un atelier de deux semaines à Kaboul avec le cameraman Dieter Matzka. À l'occasion de ce séminaire organisé par le Goethe Institut, ils avaient amené deux caméras et des accessoires d'éclairage.

Nombre de participants maniaient pour la première fois un tel matériel. «Il leur

ens suffisants. Timur Hakimyar cherche lui aussi de l'argent pour poursuivre son travail avec l'équipement nécessaire. Le projet qui lui tient à cœur est un film qui permettrait d'attirer l'attention sur un problème grave: «En Afghanistan, il y a des gens qui enlèvent des enfants pour leur prélever les reins et les yeux. Ils revendent ces organes à l'étranger pour gagner de l'argent. Cette histoire est véridique, j'ai moi-même assisté à l'arrestation de tels ravisseurs.

On pourrait en faire un film passionnant et important». Nombre de films afghans en préparation traitent d'événements et de problèmes liés au passé récent ou à l'avenir du pays. Ainsi, le long métrage poético-surréaliste que Siddiq

K. Miller / Agence VU (4)



métrages. La plupart des journalistes de la télévision et des réalisateurs, formés à Moscou, se sont exilés lorsque les talibans ont interdit la diffusion d'images.

Après l'occupation de Kaboul, Siddiq Barmak a tout d'abord poursuivi ses tournages dans le nord du pays, puis il a vécu deux ans et demi au Pakistan, travaillant pour la BBC.

Quand les talibans ont capitulé, il est immédiatement rentré au pays et œuvre depuis lors infatigablement au renouveau de la création fil-

de présenter des films anciens, mais surtout d'établir de nouveaux contacts et de s'adapter aux normes actuelles. Timur Hakimyar préside l'Association des artistes afghans, forte de 3000 membres. Il livre ses impressions: «À Locarno, j'ai pu voir que le cinéma avait beaucoup évolué depuis nos derniers contacts avec les cinéastes étrangers. Ce fut un véritable choc, mais cela m'a aussi donné l'envie de voir l'Afghanistan produire bientôt des films de niveau

manque aussi bien l'argent que les appareils, mais l'envie d'apprendre et la motivation sont énormes. Nous comptons accueillir une douzaine de participants à cet atelier. Or cinquante personnes, dont dix femmes, sont venues et sont restées jusqu'au dernier jour», résume Mme Kienert.

Kidnappings et coopération internationale

Dans le cinéma, même les plus doués et les plus motivés n'arrivent pas à grand-chose s'ils ne disposent pas de moy-

Barmak tourne actuellement avec un producteur iranien, se déroule à Kaboul sous le régime des talibans. Pour le réalisateur, la collaboration avec des collègues iraniens est importante, car ceux-ci possèdent de vastes connaissances cinématographiques fort utiles aux artistes afghans. Décidé à faire avancer les choses, M. Barmak crée des liens partout dans le monde du cinéma. Il est très heureux d'apprendre que la réalisatrice iranienne Samira Makhmalbaf tourne un film en Afghanis-



R. Miller / Agence VU (6)

tan. Et le cinéaste allemand Herbert Achternbusch lui a communiqué son intention d'en faire autant. Siddiq Barmak recherche des appuis à l'étranger autant pour l'institut étatique Afghan Film que pour les sociétés de production privées. Ses efforts ont d'ailleurs été quelque peu récompensés au cours de l'année qui a suivi la chute des talibans. Bien que les moyens fassent toujours autant défaut, il a convaincu des professionnels du film et des institutions culturelles,

dans des pays allant de la France au Japon, qu'il était important de soutenir la production cinématographique afghane. ■

(De l'allemand)

« Les films renforcent chez les gens le sentiment de cohésion et de liberté, ils les aident à mieux prendre conscience de leur histoire. Avec des films, on peut toucher le cœur de l'être humain. C'est pourquoi ils sont appelés à jouer un rôle important dans notre situation. »

« Naturellement, les réalisateurs étrangers voient l'Afghanistan avec d'autres yeux et leur opinion est différente. Je les invite néanmoins à venir chez nous et à saisir sur la pellicule la réalité de l'Afghanistan. À tourner d'autres films. Je voudrais aussi que leur

expérience puisse à l'avenir être utile à l'industrie cinématographique afghane. »
Siddiq Barmak, directeur d' Afghan Film

« En Afghanistan, il existe plusieurs formes importantes d'expression artistique : littérature, peinture, sculpture, théâtre et, bien sûr, cinéma. Redonner vie à notre culture et au cinéma qui en fait partie intégrante, c'est pour moi autant une motivation qu'une responsabilité. »

« Lorsqu'un cinéaste étranger souhaite tourner un film sur l'Afghanistan, il a souvent de la peine à interpréter correctement notre culture. Les réalisateurs afghans connaissent mieux leur culture, la misère, les problèmes sociaux et la vie réelle des gens. »
Timur Hakimyar, président de l'Association des artistes afghans



La guerre vue par sept enfants

Films

Comment les enfants palestiniens et juifs vivent-ils le climat explosif qui divise leurs peuples? Que pensent-ils les uns des autres? Qu'est-ce qui peut les rapprocher au-delà de leurs différends? Ce sont les questions que pose le film *Promesses*, récompensé par plusieurs distinctions cinématographiques. Ce documentaire brosse le portrait de sept enfants vivant à Jérusalem, au cœur du conflit du Proche-Orient. Il surprend par sa fraîcheur et sa sincérité, ainsi que par la clairvoyance avec laquelle les enfants examinent leur situation. Les premiers contacts entre eux sont empreints d'une réserve sceptique, mais ils se quittent dans une atmosphère d'amitié naissante. Ces moments pacifiques de jeu et d'échanges permettent de démonter les préjugés. Ils montrent que les rencontres entre Israéliens et Palestiniens des territoires occupés n'ont rien d'impossible.

Justine Shapiro, B.Z. Goldberg et Carlos Bolado: «Promesses», États-Unis/Palestine/Israël, 2001, documentaire, 106 minutes, vidéo VHS, VO arabe/hébreu/anglais, sous-titré allemand/français, dès 14 ans. Distribution / vente: Fondation Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81; Cinédia, tél. 026 426 34 30, cinedia@bluewin.ch. Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Coopération avec la Roumanie

(hba) La DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (seco) ont

produit ensemble une nouvelle vidéo, intitulée *Par exemple la Roumanie*, qui a été présentée à Bienne le 5 novembre dernier lors de la conférence annuelle Focus Europe de l'Est. S'appuyant sur le cas de la Roumanie, ce film de 13 minutes, réalisé par Fred Lauener et Maya Hauser, présente les programmes suisses qui soutiennent la transition sociale en Europe de l'Est. Outre les projets dans le domaine du chauffage à distance ou de la réintégration des chômeurs sur le marché du travail, il décrit principalement les contributions suisses à la réforme du système de santé roumain dans les secteurs des soins à domicile, des secours d'urgence et de la néonatalogie.

Le film peut être obtenu au prix de 20 francs (frais d'expédition compris) en allemand, en français et en anglais auprès de la DDC, tél. 031 322 44 12, fax 031 324 13 48 mail: info@deza.admin.ch

Cinémas du monde en Suisse romande

(dls) Le Festival international de films de Fribourg aura lieu cette année du 16 au 23 mars. Outre la dizaine de films en compétition, il mettra à l'affiche une rétrospective sur les comédies musicales. Ce genre populaire a essaimé non seulement en Inde et en Égypte, mais aussi de l'Extrême-Orient à l'Amérique latine en passant par l'Afrique. Le panorama «Regards croisés» permettra de confronter sur le même thème les visions d'un réalisateur asiatique avec celles d'un Européen. Le festival genevois Black Movie prendra le relais du 4 au 13 avril. Il propose le parcours suivant dans les cinémas des autres mondes: une section thématique sur la mémoire, une sélection des meilleurs films récents du continent africain, les «polars latinos» et un hommage

au réalisateur Abderrahmane Sissako. Enfin, Visions du Réel se déroulera à Nyon du 28 avril au 4 mai. Ce festival international du cinéma documentaire fait lui aussi une belle place aux films sur et en provenance des pays du Sud et de l'Est. Une fenêtre ouverte sur l'Argentine est au programme.

On trouvera plus d'informations sur les sites Internet des festivals: www.fiff.ch, www.blackmovie.ch, www.visionsdureel.ch

Quand la pédagogie recourt au cinéma

Les Journées du film Nord-Sud connaissent cette année leur 13^e édition. Elles sont organisées dans six villes suisses, dont Lausanne et Genève. On y projetera les nouveaux films qui ont été acquis ces dernières années pour le travail pédagogique dans les écoles et les paroisses. La manifestation s'adresse aux enseignants, aux catéchistes, aux animateurs de jeunesse, aux formateurs d'adultes et aux autres personnes intéressées. Parmi les thèmes abordés, on trouve la vie quotidienne et le travail des enfants, la mondialisation, la rencontre avec l'étranger, la vie en exil et la lutte pour la terre. De plus, les participants pourront assister à une présentation du DVD *Les enfants du monde – Le monde des enfants*. Le nombre de places est limité et aucune réservation n'est possible.

Informations actuelles et programme: www.filmeeinewelt.ch
24/25 mars: Bâle, Musée des cultures
26/27 mars: Zurich, Musée d'ethnographie
31 mars/1er avril: Lucerne, Romero Haus
2/3 avril: Berne, centre des médias de la «Schulwarte»
7 avril: Lausanne, Haute école pédagogique
10 avril: Genève, Musée de la Croix-Rouge

Service

Échanges d'expériences

(bf) La Skat Foundation, qui a vu le jour à Saint-Gall en automne dernier, veut favoriser les échanges d'expériences avec les pays en développement. Elle est associée à la société Skat Consulting, qui s'est fait connaître depuis plusieurs années dans les milieux de la coopération au développement. Les activités de cette société anonyme portent sur la gestion technologique ainsi que la prestation de conseils et de documentation dans les domaines suivants: approvisionnement en eau et assainissement, architecture et développement urbain, transport et environnement. Son objectif est d'offrir à ses partenaires des pays en développement des technologies adaptées, abordables et écologiques. Pour mettre le savoir existant à disposition des partenaires qui n'ont pas les moyens de l'acheter et pour garantir les échanges d'expériences à long terme, Skat Consulting sera désormais flanquée d'une fondation d'utilité publique. Celle-ci aura notamment pour tâche de diffuser les connaissances et les expériences concernant les nouvelles approches qui permettent de promouvoir le développement durable.

Informations sur la Skat Foundation : www.skat.ch

Enfants de partout

(bf) Le photographe et alpiniste Dölf Reist, décédé il y a trois ans, n'est pas seulement connu pour ses superbes photos de montagnes et de paysages. On lui doit aussi des portraits, en particuliers d'enfants, qui témoignent de sa sensibilité et de son respect



Dölf Reist

de l'être humain. Dès 1945, cet homme né dans l'Oberland bernois a fixé sur la pellicule ses exploits d'alpiniste mais aussi l'atmosphère qui règne dans la montagne. Ensuite, il a sillonné la planète, visitant à plusieurs reprises les mêmes pays (il s'est ainsi rendu 25 fois au Népal). Sa veuve vient de faire don de l'œuvre photographique de Dölf Reist au Musée alpin suisse. L'ensemble comprend 70 000 diapositives, négatifs et agrandissements, réalisés entre 1946 et 2000. Dans une exposition intitulée «Kinder reisen um die Welt» (des enfants voyagent autour du monde), le musée présente au printemps une partie de cette collection. Exposition «Kinder reisen um die Welt», du 6 mars au 9 juin, Musée alpin suisse, Helvetiaplatz 4, Berne

Travailler dans la coopération

Le Centre d'information, de conseil et de formation – Professions de la coopération au développement (cinfo), à Bienne, organise régulièrement des journées d'information destinées aux personnes qui s'intéressent à un engagement dans la coopération internationale suisse. Voici les manifestations prévues ces prochains mois: Coopération internationale – Offre et demande: 20 mars (en allemand) et 27 mars (en français). Frais d'inscription: 50 francs. Stages dans la coopération – Possibilités et limites: 9 mai (en allemand) et 16 mai (en français). Frais d'inscription: 30 francs. Pour plus d'informations: www.cinfo.ch

Inégaux face à l'eau

À l'occasion de l'Année internationale de l'eau, la Communauté de travail des œuvres d'entraide et la Fondation Éducation et Développement ont publié un

**Matériel didactique**

dépliant intitulé *Vive l'eau!* Destiné à des élèves de huit à douze ans, ce manuel les invite à s'interroger sur cette précieuse ressource. Tout en privilégiant la dimension mondiale du sujet, le dépliant aborde divers aspects: le rôle de l'eau dans le jeu et les loisirs, dans l'agriculture, la consommation d'eau, l'accès à l'eau potable et l'eau «cachée». Chaque point traité est illustré par deux photos, une prise dans un pays du Sud et l'autre au Nord. Les élèves pourront ainsi constater la répartition inégale des réserves d'eau. Ils apprendront qu'un cinquième de la population mondiale est privé d'eau propre. Le dépliant présente l'eau comme un bien commun de l'humanité et souligne que l'accès à l'eau potable est un droit de l'homme. «Vive l'eau!», 8 pages, un franc l'exemplaire. Le dépliant et le commentaire sont disponibles en allemand, en français et en italien auprès de la Fondation Éducation et Développement, Avenue de Cour 1, 1007 Lausanne, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch. Le commentaire peut également être obtenu sur le site www.globaleducation.ch

Ballades des sables

(er) Une série de ballades intemporelles, souvent tristes et mélancoliques, parfois gaies et enjouées, qui s'enchaînent harmo-

Musique

nieusement, servies par des voix grandioses comme celles de Cheb Mami, Rokia Traoré, Youssou N'Dour, Habib Koité et Kar Kar, alias Boubacar Traoré. Voilà ce que contiennent les deux disques d'une somptueuse anthologie intitulée *Desert Blues 2*. En 140 minutes, ce coffret vous emmène dans l'univers musical fascinant des Touaregs, des Peuls, des Mandingues et des Maures, qui peuplent le vaste désert inhospitalier ainsi que les steppes et les petites oasis. Dans ce paysage aux sonorités sèches et presque métalliques, ce sont les instruments à cordes qui prédominent, entraînés par les rythmes souples des percussions et accompagnés par les instruments à vent (flûte et saxophone). La beauté et l'émotion des chants donnent des frissons. Cette compilation n'est donc pas seulement une réplique de la précédente, éditée sous le titre *Desert Blues*, mais un songe fait d'une «musique qui visite et guérit notre âme», comme le croient les Touaregs.

«Rêves d'oasis – Desert Blues 2» (Network / Musikvertrieb)

Le maître du qawwali réédité

(er) Le morceau commence par un prélude instrumental, pendant lequel les envolées de l'harmonium et ses accords aériens se mêlent ou se superposent au dialogue qu'entretiennent les *tablas* (tambours) et les claquements de mains. Puis le chœur d'hommes entame la mélodie, avant d'être rejoint par la voix de Nusrat Fateh Ali Khan, qui s'élève, puisante et extatique, pour louer l'amour, Allah et son prophète. Décédé il y a cinq ans, cet ambassadeur pakistanais du *qawwali*, musique spirituelle soufie, a donné en 1989 un concert légendaire à la Kufa Gallery de Londres. L'enregistrement, épuisé depuis longtemps, vient d'être réédité. Séduisant l'oreille et



l'âme, l'album ouvre l'esprit et le prépare à recevoir deux dons divins tels qu'ils sont décrits dans la croyance des soufis, les sages mystiques de l'islam : « Le don d'une voix mélodieuse et le don de l'écoute et de la compréhension. »

Nusrat Fateh Ali Khan :
« *Sufi Qawwalis* » (ARC Music / Be-Bop)

Voix de la nostalgie

(er) Nick Gold, responsable du label World Circuit et découvreur du Buena Vista Social Club, a eu une idée lumineuse : rééditer la séance d'enregistrement « magique » de *Pirates Choice* en 1982 par l'Orchestra Baobab sénégalais. On ne trouvait plus que sur cassettes ou sur quelques vinyles rayés ces morceaux précurseurs, qui mêlent rythmes africains et groove latino. Pour le plus grand plaisir des



fans, la réédition du disque, fin 2001, annonçait aussi le retour du groupe. Après 19 ans d'absence, les membres du Baobab se retrouvent sur scène et en studio. Les voix mélodieuses de ces spécialistes de tous les styles distillent un charme nostalgique : dans leur nouvel album, réalisé avec la participation d'Ibrahim Ferrer et de Youssou N'Dour, ils présentent surtout de nouvelles versions de leurs plus grands succès ainsi que des classiques de la musique cubaine. Le tout avec virtuosité et éloquence.

Orchestra Baobab : « Specialist in all Styles » (World Circuit / Rec-Rec)

Un diplomate qui a marqué son siècle

(bf) Tous ceux qui ont croisé la route d'August Lindt sont unanimes sur un point : c'était une personnalité fascinante et hors du commun. Ce Bernois, décédé en 2000, était un grand seigneur de la diplomatie suisse d'après-guerre. Sa carrière est riche de missions passionnantes, dont voici un petit aperçu : correspondant en Mandchourie dans les années 30, délégué spécial du CICR à Berlin en 1945, président de la conférence de l'ONU sur l'opium en 1953, haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés de 1956 à 1960, ambassadeur de Suisse à Washington de 1960 à 1963, chef de l'aide suisse au développement de 1963 à 1969, ambassadeur de Suisse à Moscou, etc. Ses amis et compagnons de route lui ont consacré un livre qui est bien plus qu'un

simple recueil de souvenirs. À travers la vie d'August Lindt, cet ouvrage retrace l'histoire contemporaine de la Suisse. Il montre notamment que l'engagement en faveur du développement et des réfugiés est non seulement passionnant, mais qu'il débouche souvent sur des résultats remarquables.

Rolf Wilhelm, David Vögelsanger, Esther Iseli : « August R. Lindt – Patriot, Weltbürger, Humanist », Édition Paul Haupt, Berne

Les secrets du ngangá

(bf) Éric de Rosny vit au Cameroun depuis la fin des années 50. Ce jésuite français a de tout temps été fasciné par la médecine traditionnelle africaine. Il s'est demandé comment le guérisseur ou *nganga* soigne ses patients, quelles questions il leur pose, quels rituels il célèbre, comment il diagnostique une maladie, quelles thérapies il propose. Le père de Rosny a fini par suivre lui-même une initiation à Douala entre 1970 et 1975. Il n'en continue pas moins d'étudier l'art et la magie des *ngangas* avec ses méthodes scientifiques, de sorte qu'il a la chance unique de pouvoir appréhender la médecine traditionnelle sous deux angles différents. Dans son livre *L'Afrique des guérisons*, qui vient d'être traduit en allemand, il aborde la sensibilité des guérisseurs, décrit en détail leur travail, qu'il replace dans un contexte culturel et religieux. Cet ouvrage extraordinaire a reçu le prix Tropiques de l'Agence française

de développement et le prix Louis-Castex de l'Académie française.

Éric de Rosny : « L'Afrique des guérisons », Éditions Karthala, Paris

Autour de la forteresse

(jls) En renforçant les contrôles aux frontières, l'Union européenne (UE) a fait de l'espace Schengen une véritable forteresse. Cette politique a détruit le tissu socio-économique et les relations de voisinage dans de vastes zones transfrontalières, estime Beat Leuthardt. Durant trois ans, ce journaliste bâlois a réalisé une série de reportages dans les pays situés « aux marges de l'Europe ». Il a également arpenté les tracés qui deviendront probablement les frontières extérieures de l'UE en 2004, après l'adhésion de plusieurs pays de l'Est. Ses voyages l'ont mené de Gibraltar aux républiques baltes, en passant par les Pouilles, l'Autriche et la province ukrainienne de Transcarpatie. Il a rencontré des réfugiés, des immigrants et des indigènes, victimes des normes imposées par Bruxelles en matière d'immigration.

Beat Leuthardt : « Aux marges de l'Europe – Reportages ». Éditions d'En Bas, 2002, Lausanne. Prix : 34 francs. Tél. 021 323 39 18, mail : enbas@bluewin.ch

Impressum

« Un seul monde » paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Fabrice Fretz (frf)

Sarah Grosjean (gjs)
Barbara Hofmann (hba)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : City Comp SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail : info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

88896

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 58 000

Couverture : Johannesburg (Afrique du Sud) Clive Shirley / Panos Pictures

Dans le prochain numéro :

Déséquilibre entre les sexes: causes et conséquences au niveau mondial, problématique des relations de genre, approches intéressantes et opinions controversées.

